



Direction régionale et départementale
de la jeunesse, des sports et de la
cohésion sociale Nouvelle-Aquitaine

PANORAMA STATISTIQUE

ÉDITION 2017

JEUNESSE
SPORT
COHÉSION SOCIALE



AVANT PROPOS

Le directeur régional et départemental de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale de Nouvelle-Aquitaine a le plaisir de vous adresser l'édition 2017 du panorama statistique.

La précédente édition réalisée en 2016, était titrée Panorama Statistique 2015. Malgré la rupture de série qui pourrait gêner certains lecteurs, nous avons décidé de modifier cette numérotation afin de mieux signifier qu'il s'agit de la dernière en date.

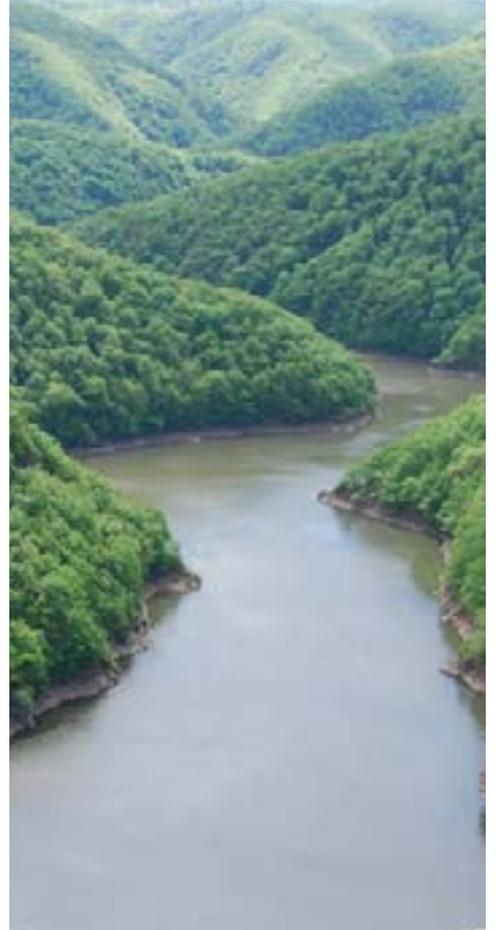
Dans son organisation, ce document est divisé en 11 chapitres. Ceux-ci débutent par un graphique ou une carte. Puis viennent les tableaux contenant les indicateurs statistiques. Les chapitres s'achèvent par une ou plusieurs pages de notes et définitions.

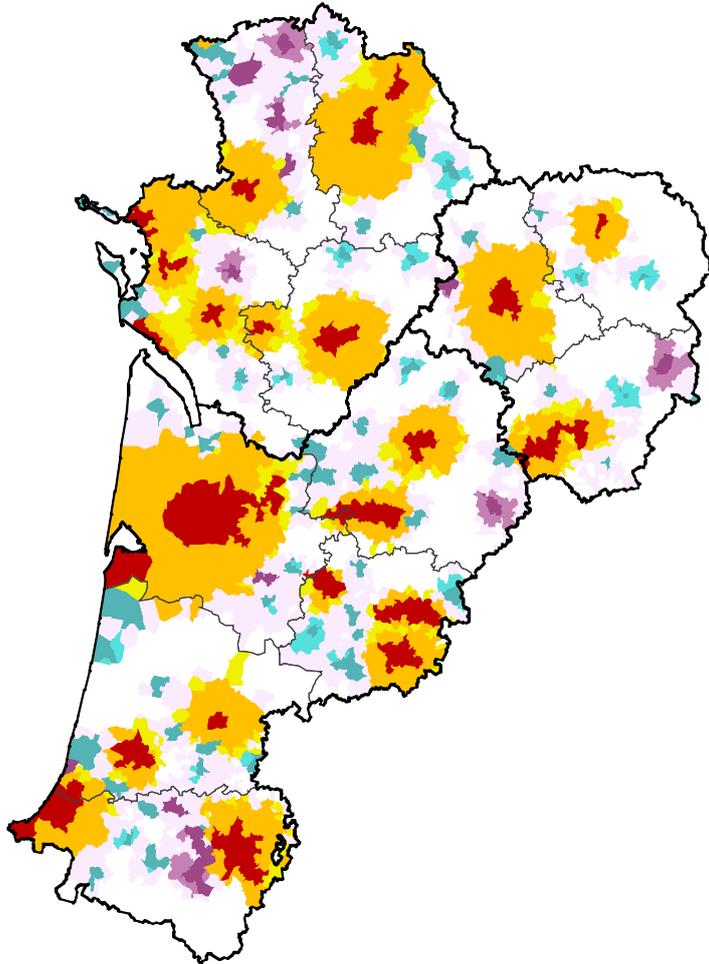
Ce document est consultable sur le site internet à l'adresse : <http://nouvelle-aquitaine.drdjscs.gouv.fr/>

La plupart des données qui y sont présentées, sont consultables pour l'ensemble des départements de France à l'adresse : www.drees.solidarites.sante.gouv.fr/IMG/apps/panorama/index.htm

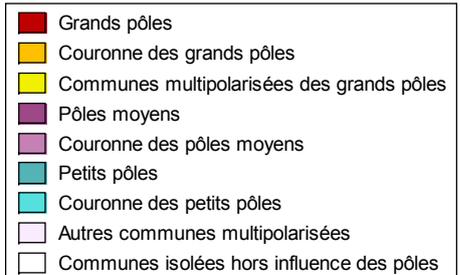
1 TERRITOIRE	» 2
2 DÉMOGRAPHIE	» 10
3 ACTIVITÉ ET CHÔMAGE	» 24
4 PAUVRETÉ- PRÉCARITÉ	» 32
5 LOGEMENT - HÉBERGEMENT	» 44
6 HANDICAP - DÉPENDANCE	» 52
7 PROTECTION DE L'ENFANCE	» 62
8 JEUNESSE	» 70
9 SPORT	» 92
10 DIPLÔMES DÉLIVRÉS EN 2015	» 102
11 EMPLOI ASSOCIATIF ET EMPLOI SPORTIF	» 110

1 TERRITOIRE





ORGANISATION DU TERRITOIRE



source : INSEE, zonage en aires urbaines 2010



DONNÉES GÉNÉRALES

Sources : Code officiel géographique 2016, INSEE - Estimation de population,
INSEE - Recensement de la population

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse
Nombre de communes	4 466	394	469	285	259
Superficie en km ²	84 060	5 956	6 864	5 857	5 565
Population au 1er janvier 2013 *	5 844 177	353 482	633 417	240 781	120 872
Population au 1er janvier 2015 **	5 873 871	353 969	636 296	239 670	120 128
Densité au 1er janvier 2015 (nombre d'habitants par km ²)	69,9	59,4	92,7	40,9	21,6
Proportion des communes rurales	83,7%	91,4%	85,5%	90,5%	98,1%
Proportion des communes urbaines	16,3%	8,6%	14,5%	9,5%	1,9%
Proportion des communes multipolarisées	22,2%	13,5%	22,2%	22,1%	14,3%
Part de la population vivant dans les communes rurales *	35,4%	53,8%	43,9%	45,5%	78,5%
Part de la population vivant dans les communes urbaines *	64,6%	46,2%	56,1%	54,5%	21,5%
Part de la population vivant dans les communes multipolarisées *	8,4%	5,9%	9,1%	9,3%	11,2%
Part de la population vivant dans les grandes aires urbaines en 2012 ***	53,1%	51,2%	32,8%	40,9%	0,2%
Nombre d'EPCI (Établissements Publics de Coopération Intercommunale)	256	20	13	21	15

* source : INSEE - Recensement de la population 2013

** source : INSEE - Estimations de population 2015

*** Population des communes appartenant à une aire urbaine de plus de 100.000 habitants

	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
	545	540	331	319	547	297	280	200	35 756
	9 060	10 000	9 243	5 361	7 645	5 999	6 990	5 520	543 963
	416 909	1 505 517	397 226	333 180	664 057	371 632	431 248	375 856	63 697 865
	417 555	1 524 240	401 314	333 643	667 100	372 081	432 353	375 522	63 982 078
	46,1	152,4	43,4	62,2	87,3	62,0	61,9	68,0	117,6
	87,5%	66,1%	84,0%	82,4%	75,0%	86,9%	86,8%	89,0%	80,0%
	12,5%	33,9%	16,0%	17,6%	25,0%	13,1%	13,2%	11,0%	20,0%
	22,0%	23,3%	30,2%	24,8%	23,4%	31,3%	24,6%	10,5%	19,1%
	49,4%	16,6%	42,9%	37,0%	23,0%	47,9%	42,7%	35,3%	22,5%
	50,6%	83,4%	57,1%	63,0%	77,0%	52,1%	57,3%	64,7%	77,5%
	12,7%	4,7%	13,9%	11,4%	7,2%	17,5%	7,1%	4,0%	5,2%
	24,4%	78,0%	8,9%	33,7%	75,4%	40,6%	59,6%	75,3%	66,4%
	28	37	24	17	30	13	19	19	2 041



LA GÉOGRAPHIE PRIORITAIRE

Sources : INSEE - Recensement de la population 2013 : Exploitation principale ;
INSEE - Estimations de population 2015 ; CGET

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	
Nombre de contrats de ville et d'EPCI	256	20	13	21	15	
Nombre de communes	4 466	394	469	285	259	
Nombre de quartiers prioritaires de la politique de la ville	81	6	7	3	1	
Population des ménages résidant dans les quartiers prioritaires (QPV)	209 287	14 480	20 133	5 770	1 892	
Proportion de la population départementale vivant en QPV *	3,6%	4,1%	3,2%	2,4%	1,6%	
Nombre de communes avec un QPV	47	4	4	1	1	
Population des communes avec un QPV	1 584 442	77 630	142 835	46 961	13 342	
Nombre de communes en zone de revitalisation rurale (ZRR)	2 562	287	274	190	236	
Proportion de communes en ZRR **	57,4%	72,8%	58,4%	66,7%	91,1%	
Population des communes en ZRR **	1 495 908	140 646	151 449	89 395	91 191	
Proportion de la population départementale résidant en ZRR **	25,5%	39,7%	23,8%	37,3%	75,9%	

* QPV : Quartiers prioritaires de la Politique de la Ville. Les QPV peuvent être à cheval sur plusieurs communes.

** ZRR : Zone de revitalisation rurale

	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
	28	37	24	17	30	13	19	19	2 041
	545	540	331	319	547	297	280	200	35 756
	5	23	5	7	4	5	6	9	1 295
	8 229	71 287	7 531	11 724	11 611	7 887	23 229	25 514	4 856 046
	2,0%	4,7%	1,9%	3,5%	1,7%	2,1%	5,4%	6,8%	7,6%
	3	15	3	6	2	3	4	1	762
	65 922	599 028	60 943	94 508	125 667	86 852	136 177	134 577	25 730 677
	408	154	215	213	82	229	140	134	13 845
	74,9%	28,5%	65,0%	66,8%	15,0%	77,1%	50,0%	67,0%	38,7%
	210 837	114 722	133 775	123 009	29 531	221 590	91 612	98 151	7 451 226
	50,5%	7,5%	33,3%	36,9%	4,4%	59,6%	21,2%	26,1%	11,6%



Notes et définitions

Espace urbain, espace rural

Une commune urbaine est une commune appartenant à une unité urbaine. La notion d'unité urbaine repose sur la continuité du bâti et le nombre d'habitants. Une unité urbaine est une commune ou un ensemble de communes présentant une zone de bâti continu (pas de coupure de plus de 200 mètres entre deux constructions) qui compte au moins 2 000 habitants. Les communes qui ne rentrent pas dans la constitution d'une unité urbaine sont considérées comme des communes rurales.

Zonage en aires urbaines

Une aire urbaine est un ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain (unité urbaine), et par des communes rurales ou unités urbaines (la couronne périurbaine) dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci.

Communes multipolarisées

Les communes « multipolarisées » sont les communes dont au moins 40 % des actifs occupés résidents, travaillent dans plusieurs aires urbaines, sans atteindre ce seuil avec une seule d'entre elles, et qui forment avec elles un ensemble d'un seul tenant.

EPCI (Établissements publics de coopération intercommunale)

Les EPCI sont des regroupements de communes ayant pour objet l'élaboration de « projets communs de développement au sein de périmètres de solidarité ». Ils sont soumis à des règles communes, homogènes et comparables à celles de collectivités locales. Les communautés urbaines, communautés d'agglomération, communautés de communes, syndicats d'agglomération nouvelle, syndicats de communes et les syndicats mixtes sont des EPCI.

Quartiers de la Politique de la Ville (QPV)

À partir de 2015, une nouvelle géographie prioritaire a été définie en France qui se substitue aux zones urbaines sensibles (ZUS) et aux quartiers en contrat urbain de cohésion sociale (CUCS).

Cette nouvelle géographie d'intervention comprend 1300 Quartiers de la Politique de la Ville dans 700 communes. En Nouvelle-Aquitaine, ce sont 81 quartiers qui ont été ainsi définis ou redéfinis.

Cette géographie vise à concentrer les efforts sur les quartiers les plus pauvres. Un seul critère a été utilisé pour la définir, le revenu moyen des habitants.

Les zones de revitalisation rurale (ZRR)

Les zones de revitalisation rurale visent à aider le développement des territoires ruraux principalement à travers des mesures fiscales et sociales. Des mesures spécifiques en faveur du développement économique s'y appliquent. L'objectif est de concentrer les mesures d'aide de l'état au bénéfice des entreprises créatrices d'emplois dans les zones rurales les moins peuplées et les plus touchées par le déclin démographique et économique.

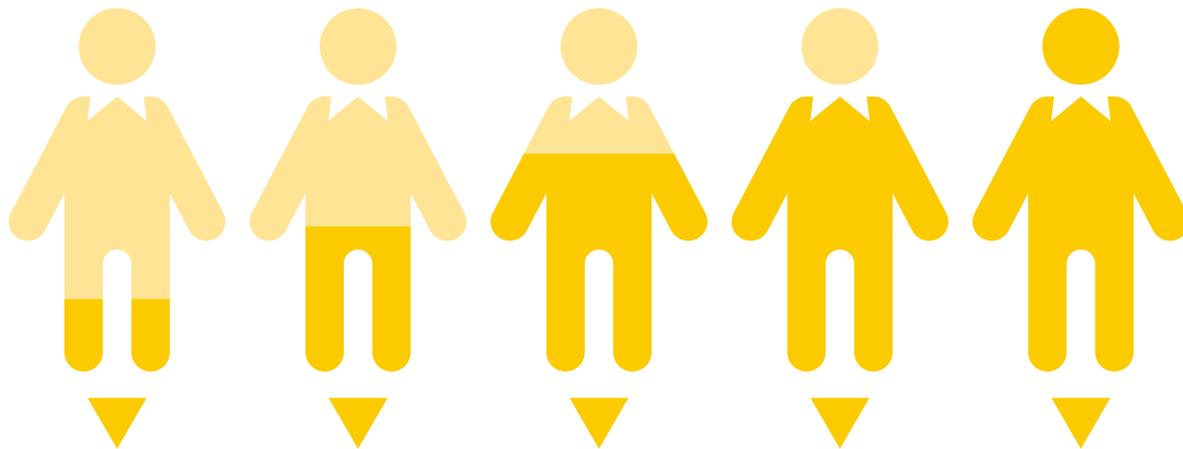
La liste constatant le classement des communes en ZRR est établie et révisée chaque année par arrêté du Premier ministre, en fonction des créations, suppressions et modifications de périmètres des EPCI à fiscalité propre constatées au 31 décembre de l'année précédente.

Pour en savoir plus : <http://www.ville.gouv.fr> ;
<http://sig.ville.gouv.fr>

Liste des Quartiers de la Politique de la Ville (QPV)

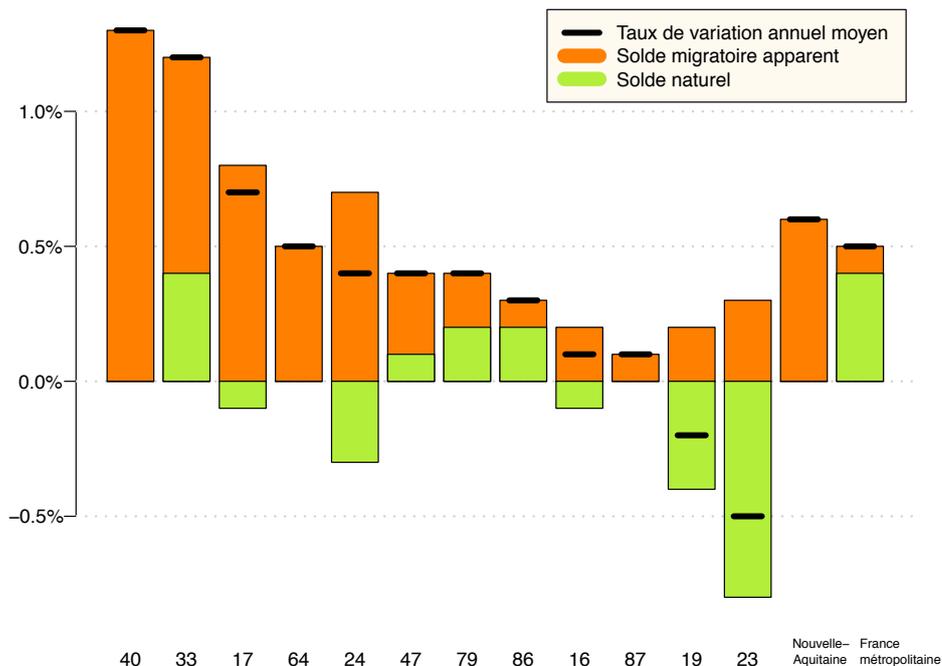
Dépt.	Nom du Quartier	Communes concernées
16	Basseau - Grande Garenne	Angoulême
16	Ma Campagne	Angoulême
16	Bel Air - Le Grand Font	Angoulême
16	L'Étang des Moines	La Couronne
16	Champ de Manoeuvre	Soyaux
16	Crouin	Cognac
17	Mireuil	La Rochelle
17	Villeneuve - Les Salines	La Rochelle
17	Bellevue - Boiffiers	Saintes
17	Centre Ville - Avant-Garde	Rochefort
17	Le Petit Marseille	Rochefort
17	Eco Quartier l'Yeuse - La Robinière	Royan
17	Port-Neuf	La Rochelle
19	Rivet	Brive-la-Gaillarde
19	Tujac	Brive-la-Gaillarde
19	Les Chapélies	Brive-la-Gaillarde
23	L'Albatros	Guéret
24	Rive Gauche	Bergerac
24	Quartier des Deux Rives	Bergerac
24	Quartier Nord	Bergerac
24	Chamiers	Coulounieix-Chamiers
24	La Boucle de l'Isle	Périgueux, Coulounieix-Chamiers
33	Quartier Champ de Course	Le Bouscat, Eysines
33	Yser - Pont de Madame	Mérignac
33	Quartier du Centre	Coutras
33	Quartier Bourg	Sainte-Foy-la-Grande, Pineuilh
33	Quartier de l'Avenir	Bassens
33	Carle Vernet - Terres Neuves	Bordeaux, Bègles
33	Le Lac	Bordeaux
33	Saint-Michel	Bordeaux
33	Benauge - Henri Sellier - Léo Lagrange	Cenon, Bordeaux
33	Grand-Parc	Bordeaux
33	Bacalan	Bordeaux
33	Palmer - Saraillère - 8-mai-45 - Dravemont	Cenon, Floirac
33	Grand Caillou	Eysines
33	Jean-Jaurès	Floirac
33	Barthez	Gradignan
33	Carriet	Lormont
33	Génicart-Est	Lormont
33	Alpilles - Vincennes - Bois Fleuri	Lormont
33	Beaudésert	Mérignac
33	Châtaigneraie - Arago	Pessac
33	Saïge	Pessac
33	Thouars	Talence
33	Paty - Monmousseau	Bègles
40	Le Sablar	Dax
40	Cuyès	Dax
40	Le Gond	Dax
40	Le Peyrouat	Mont-de-Marsan
40	La Moustey	Saint-Pierre-du-Mont
47	Rodrigues - Barleté	Agen
47	Montanou	Agen
47	Pin	Agen
47	Bastide Au Bord du Lot	Sainte-Livrade-sur-Lot
47	Bastide	Villeneuve-sur-Lot
47	Baylac Gravette	Marmande
47	Cœur de Ville	Tonneins
64	Maubec-Citadelle	Bayonne
64	Hauts de Sainte-Croix	Bayonne
64	Saragosse	Pau
64	Ousse des bois	Pau
79	Clou Bouchet	Niort
79	Tour Chabot Gavacherie	Niort
79	Pontreau Colline Saint-André	Niort
79	Les Capucins	Thouars
79	Valette	Bressuire
86	Lac Renardières Ozon	Châtellerault
86	Châteauneuf Centre Ville	Châtellerault
86	Bel Air - Le Grand Font	Poitiers
86	Trois Cités	Poitiers, Saint-Benoît
86	Couronneries	Poitiers, Buxerolles
86	Beaulieu	Poitiers
87	Porte Ferrées	Limoges
87	La Bastide	Limoges
87	Le Sablar	Limoges
87	Beaubreuil	Limoges
87	Val de l'Aurence Sud	Limoges
87	Val de l'Aurence Nord	Limoges
87	Les Coutures	Limoges
87	Bellevue	Limoges
87	Le Vigenal	Limoges

2 DÉMOGRAPHIE





Évolutions de population entre 2008 et 2015 en Nouvelle-Aquitaine



Note de lecture :

Les variations de population proviennent du cumul des soldes naturel et migratoire. Le taux de croissance annuel moyen de la population de Charente-Maritime entre 2008 et 2015 était de 0.7%. Cette valeur résultait d'un solde migratoire annuel moyen (cf. notes) fortement excédentaire (0.8% par an), mais d'un solde naturel légèrement déficitaire (-0.1% par an).

source : INSEE – Recensement 2014



DONNÉES GÉNÉRALES

Sources : INSEE - Recensement de la population 2013, INSEE - Projections Omphale

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	
Population au 1er janvier 2013 *	5 844 177	353 482	633 417	240 781	120 872	
Projection de la population en 2040 **	6 752 000	370 000	752 000	265 000	126 000	
Variation projetée de la population entre 2015 et 2040	14,9%	4,5%	18,2%	10,6%	4,9%	
Taux de croissance annuel moyen 2008-2013 ***	0,6%	0,1%	0,7%	-0,2%	-0,5%	
dont dû au solde migratoire	0,6%	0,2%	0,8%	0,2%	0,3%	
Population étrangère au 1er janvier 2013	241 290	13 624	13 553	9 004	4 272	
Population immigrée au 1er janvier 2013	334 475	18 263	20 668	13 180	5 388	
Proportion des familles monoparentales en 2013 ****	13,4%	13,0%	12,8%	11,9%	13,7%	
Taux d'activité de la population en 2013 *****	72,9%	73,5%	71,8%	73,0%	71,7%	

* Population municipale (personnes ayant leur résidence habituelle sur le territoire de la commune)

** Scénario dit central : taux de fécondité de 2005, taux de mortalité identiques au taux métropolitain, quotients migratoires calculés sur la période 1990 - 2005, sur toute la durée de la projection

*** Lecture : en France métropolitaine, sur une hausse de population annuelle moyenne de 0,5 % entre 2008 et 2013, 0,1 % est dû au solde migratoire, 0,4 % est dû au solde naturel, différence entre les naissances et les décès

**** Proportion des familles monoparentales parmi toutes les familles ayant des enfants de moins de 25 ans

***** Taux d'activité de la population = rapport entre le nombre d'actifs et la population de 15 à 64 ans



2 DÉMOGRAPHIE

	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
	416 909	1 505 517	397 226	333 180	664 057	371 632	431 248	375 856	63 697 865
	464 000	1 783 000	493 000	375 000	763 000	425 000	515 000	421 000	70 738 000
	11,1%	17,0%	22,8%	12,4%	14,4%	14,2%	19,1%	12,1%	10,6%
	0,4%	1,2%	1,3%	0,4%	0,5%	0,4%	0,3%	0,1%	0,5%
	0,7%	0,8%	1,3%	0,5%	0,5%	0,2%	0,1%	0,1%	0,1%
	20 284	70 714	12 080	19 605	31 965	10 200	14 396	21 593	3 965 567
	25 914	97 601	18 871	29 313	46 582	13 463	19 633	25 599	5 719 761
	12,6%	15,0%	12,7%	13,4%	14,6%	10,3%	12,5%	13,7%	14,5%
	71,8%	73,0%	73,8%	72,4%	73,4%	75,7%	72,4%	71,2%	73,3%



INDICATEURS DÉMOGRAPHIQUES

Sources : DREES - Indicateurs sociaux départementaux, INSEE - Estimations localisées de population 2015, INSEE - Recensement de la population 2013

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	
Naissances domiciliées 2014 définitives	58 647	3 378	5 846	2 094	879	
Décès domiciliés 2014 définitifs	59 563	3 735	7 124	3 046	1 866	
Taux de natalité en 2014 *	10,0	9,5	9,2	8,7	7,3	
Taux de mortalité en 2014 **	10,1	10,6	11,2	12,7	15,5	
Taux mortalité infantile ***	3,2	2,8	2,4	2,5	1,8	
Indice de vieillissement au 1er janvier 2014 ****	99,5	108,3	117,5	124,1	151,9	
Espérance de vie en 2014 *****						
Espérance de vie à la naissance des hommes	79,4	79,4	78,5	79,3	76,9	
Espérance de vie à la naissance des femmes	85,4	86,0	85,1	85,3	84,8	
Espérance de vie à 65 ans des hommes	19,4	19,2	19,2	18,7	17,5	
Espérance de vie à 65 ans des femmes	23,3	23,4	23,4	23,0	22,5	

* Taux de natalité = Nombre de naissances domiciliées pour 1 000 habitants

** Taux de mortalité = Nombre de décès domiciliés pour 1 000 habitants

*** Taux de mortalité infantile = Rapport entre le nombre de décès d'enfants de moins d'un an et le nombre d'enfants nés vivants en 2012-2013-2014

**** Indice de vieillissement = Nombre de personnes de 65 ans et plus pour 100 personnes de moins de 20 ans

***** Nombre d'années restant à vivre en moyenne



2 DÉMOGRAPHIE

	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
	3 479	17 303	3 696	3 347	6 497	3 718	4 686	3 724	779 279
	5 241	12 464	4 159	3 770	6 718	3 666	3 909	3 865	545 029
	8,3	11,4	9,2	10,0	9,7	10,0	10,8	9,9	12,2
	12,6	8,2	10,4	11,3	10,1	9,9	9,0	10,3	8,5
	3,5	3,6	2,7	2,5	3,2	3,0	3,2	4,6	3,4
	131,5	76,2	103,9	112,9	103,1	92,6	86,3	104,2	76,4
	79,1	79,6	79,4	79,6	80,2	79,8	80,1	79,3	79,3
	84,9	85,5	85,0	85,4	85,5	85,4	86,0	85,8	85,4
	19,2	19,6	19,4	19,4	19,4	19,9	20,0	19,6	19,3
	23,0	23,4	22,9	23,3	23,3	23,5	23,7	23,7	23,3



STRUCTURE PAR ÂGE

Source : INSEE - estimations de population (résultats provisoires arrêtés fin 2015)

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	
0 - 4 ans	305 257	17 842	30 818	11 079	4 947	
5 - 9 ans	328 813	19 434	33 849	12 654	5 742	
10 - 14 ans	341 032	20 142	36 426	12 953	6 116	
15 - 19 ans	326 898	18 342	33 997	12 565	5 660	
20 - 24 ans	308 748	16 306	29 096	10 226	4 607	
25 - 54 ans	2 184 223	129 229	223 722	84 501	40 439	
55 - 59 ans	399 667	26 151	44 576	17 291	9 436	
60 - 64 ans	410 006	26 336	48 853	18 202	9 868	
65 - 74 ans	607 419	37 804	76 946	27 098	14 605	
75 - 84 ans	443 582	28 553	52 654	21 920	12 269	
85 ans et +	218 226	13 830	25 359	11 181	6 439	
Total	5 873 871	353 969	636 296	239 670	120 128	



2 DÉMOGRAPHIE

	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
	18 640	85 875	20 570	17 391	33 100	20 969	24 361	19 665	3 862 222
	21 553	88 942	23 050	18 614	36 209	23 107	25 180	20 479	3 961 770
	23 185	90 976	24 144	19 235	38 478	23 306	25 511	20 560	3 960 663
	20 551	95 155	20 272	17 209	36 283	19 677	26 504	20 683	3 804 391
	16 374	101 222	16 438	15 042	33 021	16 097	28 449	21 870	3 762 132
	144 933	604 006	150 524	118 354	253 827	139 170	159 154	136 364	24 919 999
	31 107	95 372	27 806	22 880	45 010	25 533	28 888	25 617	4 087 043
	33 336	93 958	29 355	24 462	45 098	25 478	28 383	26 677	3 991 627
	51 323	133 168	44 494	38 071	68 525	36 293	40 123	38 969	5 747 822
	38 041	90 315	30 937	28 210	52 098	28 701	30 482	29 402	4 026 219
	18 512	45 251	13 724	14 175	25 451	13 750	15 318	15 236	1 858 190
	417 555	1 524 240	401 314	333 643	667 100	372 081	432 353	375 522	63 982 078



GRANDES CLASSES D'ÂGE

Source : INSEE - estimations de population (résultats provisoires arrêtés fin 2015)

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	
Âge moyen de la population *	43,4	44,4	44,9	45,8	47,9	
des hommes	41,8	42,6	43,2	43,8	46,0	
des femmes	44,9	46,0	46,5	47,8	49,7	
Proportion de femmes dans la population totale	51,7%	51,4%	51,9%	51,4%	51,3%	
Proportion de femmes dans la population âgée de 15 à 49 ans *	50,1%	49,7%	50,0%	48,4%	48,8%	
Proportion de femmes dans la population des 75 ans ou plus	61,3%	61,3%	60,7%	62,1%	62,1%	
Nombre d'enfants de moins de 6 ans	370 029	21 656	37 448	13 546	6 041	
Nombre d'enfants de 6 à 16 ans	738 335	43 717	77 783	28 147	13 209	
Nombre de jeunes de 16 à 25 ans	630 299	33 836	61 967	22 438	9 935	
Ensemble des moins de 20 ans	1 302 000	75 760	135 090	49 251	22 465	
Population des 26 à 64 ans	2 931 875	178 322	311 159	117 764	58 814	
Ensemble des 65 ans ou plus	1 269 227	80 187	154 959	60 199	33 313	

* source : INSEE - Recensement de la population 2013



2 DÉMOGRAPHIE

	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
	46,3	40,7	44,0	44,7	43,7	43,0	41,8	43,7	40,8
	44,7	39,2	42,4	43,1	41,9	41,7	40,5	42,0	39,3
	47,8	42,1	45,4	46,2	45,5	44,4	43,1	45,2	42,3
	51,8%	51,9%	51,4%	51,7%	51,9%	50,8%	51,7%	52,1%	51,5%
	50,2%	50,8%	49,5%	50,2%	49,7%	50,6%	49,4%	50,6%	50,2%
	60,8%	62,1%	60,6%	59,9%	62,5%	59,5%	60,9%	62,1%	62,2%
	22 872	103 486	25 083	21 057	40 046	25 582	29 379	23 833	4 655 630
	49 684	198 360	51 833	41 840	82 958	50 614	55 516	44 674	8 670 348
	35 779	198 048	35 727	31 597	68 272	34 531	55 398	42 771	7 555 877
	83 929	360 948	88 036	72 449	144 070	87 059	101 556	81 387	15 589 046
	205 899	773 795	203 901	162 452	337 139	186 775	211 238	184 617	32 232 900
	107 876	268 734	89 155	80 456	146 074	78 744	85 923	83 607	11 632 231



IMMIGRATION

Sources : INSEE - Recensement de la population 2013

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	
Nombre de personnes immigrées *	334 473	18 262	20 668	13 179	5 389	
dont proportion de femmes	51,7%	51,7%	51,3%	49,4%	50,5%	
Pays de naissance des immigrés						
Portugal	58 347	2 186	2 975	3 750	560	
Italie	9 695	236	640	342	207	
Espagne	33 046	616	820	651	123	
Autres pays de l'UE (à 27)	75 051	8 100	6 278	2 651	2 965	
Autres pays d'Europe	11 641	477	949	372	182	
Algérie	21 398	1 513	1 140	563	129	
Maroc	40 961	1 299	2 033	1 674	180	
Tunisie	5 122	442	416	251	35	
Autres pays d'Afrique	34 058	1 699	2 108	775	310	
Turquie	8 944	204	617	1 345	424	
Autres pays	36 210	1 490	2 692	805	274	

* Sont considérées comme immigrées, les personnes nées à l'étranger, résidentes en France, et qui n'étaient pas de nationalité française à la naissance



2 DÉMOGRAPHIE

	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
	25 914	97 602	18 871	29 312	46 582	13 463	19 634	25 597	5 719 757
	51,9%	51,9%	52,1%	51,4%	53,5%	48,9%	52,1%	50,9%	51,2%
	3 905	16 050	6 172	5 559	10 152	2 936	1 610	2 492	606 448
	889	2 430	581	2 614	867	187	408	294	288 420
	976	8 709	2 604	2 177	14 814	363	558	635	245 101
	11 873	12 492	3 257	6 270	4 828	4 708	4 945	6 684	707 398
	938	3 156	647	617	1 523	402	674	1 704	274 259
	971	8 443	484	1 703	1 227	485	1 625	3 115	759 755
	2 275	15 096	1 869	7 285	4 578	822	1 738	2 112	709 001
	153	2 269	154	309	399	137	285	272	258 596
	1 458	12 495	1 224	1 373	2 684	1 741	3 846	4 345	796 586
	391	3 919	77	18	276	210	486	977	248 617
	2 085	12 543	1 802	1 387	5 234	1 472	3 459	2 967	825 576



Notes et définitions :

Le recensement de la population

Le recensement de la population (RP) a pour objectifs le dénombrement des logements et de la population résidant en France et la connaissance de leurs principales caractéristiques : sexe, âge, activité, profession exercée, caractéristiques des ménages, taille et type de logement, mode de transport, déplacements quotidiens.

Le dernier recensement général de la population vivant en France a eu lieu en 1999. Depuis 2004, une nouvelle méthode de collecte est mise en œuvre selon des modalités qui distinguent les communes en fonction d'un seuil de population fixé par la loi à 10 000 habitants.

Les communes de moins de 10 000 habitants sont enquêtées désormais une fois tous les cinq ans et, comme par le passé, de façon exhaustive.

Dans les communes de 10 000 habitants ou plus, une partie de la population est recensée chaque année par tirage au sort, les échantillons d'adresses étant tirés de manière telle que la totalité du territoire de ces communes soit prise en compte en cinq ans. Cette collecte se substitue à la collecte exhaustive qui avait lieu tous les huit ou neuf ans.

Pour en savoir plus : <http://www.insee.fr>

La population au recensement

Il s'agit de la population municipale ; c'est-à-dire des personnes ayant leur résidence habituelle sur le territoire de la commune.

Le terme population statistique désigne la même chose.

Les projections de population

Une projection de population fournit une image de ce que pourrait être la population à venir, à partir de la connaissance du passé et en prenant, pour le futur, des hypothèses sur trois composantes : la fécondité, la mortalité et les migrations. Elles sont réalisées par l'Insee à partir des résultats du recensement de la population et des données de l'État-civil.

L'accroissement annuel de la population

En Aquitaine, sur une hausse de population annuelle moyenne de 0,8% entre 2007 et 2012, 0,7% est du au solde migratoire, et 0,1% est du au solde naturel, différence entre les naissances et les décès

Population étrangère

Un étranger est une personne qui réside en France et ne possède pas la nationalité française, soit qu'elle possède une autre nationalité (à titre exclusif), soit qu'elle n'en ait aucune (c'est le cas des personnes apatrides). Les personnes de

nationalité française possédant une autre nationalité (ou plusieurs) sont considérées en France comme françaises.

Population immigrée

Selon la définition adoptée par le Haut conseil à l'intégration, un immigré est une personne née étrangère à l'étranger et résidant en France. Les populations étrangère et immigrée ne se confondent pas totalement : un immigré n'est pas nécessairement étranger et réciproquement.

La qualité d'immigré est permanente : un individu continue à appartenir à la population immigrée même s'il acquiert la nationalité française.

C'est le pays de naissance et non la nationalité à la naissance qui définit l'origine géographique d'un immigré.

Événement enregistré, événement domicilié

Le lieu d'enregistrement est le lieu où s'est produit l'événement : lieu de la naissance, du mariage ou du décès. Le lieu du domicile est celui du domicile de la mère pour les naissances et du domicile du défunt pour les décès.



La mobilité résidentielle inter - départementale

Ici, il s'agit du nombre de personnes sur 10000, âgées de 18 à 39 ans, qui sont arrivées d'un autre département de France (signe +), ou qui sont parties vers un autre département de France (signe -)

On appelle mobilité résidentielle le changement de lieu de résidence entre deux territoires, par exemple entre régions. Cette mobilité est estimée grâce à la question du bulletin individuel du Recensement de la population : «Où habitez-vous il y a 5 ans ?». Cette question permet de comptabiliser les personnes migrantes pour un territoire donné. La formulation de cette question a pour conséquence que seuls les migrants âgés de 5 ans ou plus sont connus. Les migrations intermédiaires se produisant au sein de l'intervalle des 5 années ne peuvent être prises en compte (par exemple : migration de A vers B via C ; le passage vers C n'est pas connu).

Le taux d'activité de la population

Rapport entre le nombre d'actifs et la population de 15 à 64 ans en 2012

La population active comprend les personnes de 15 à 64 ans considérées comme pourvues d'un emploi (salariés ou non salariés) ou comme chômeurs en recherche d'un emploi.

Le taux de natalité

Nombre de naissances domiciliées pour 1 000 habitants

Le taux de mortalité

Nombre de décès domiciliés pour 1 000 habitants

Le taux de mortalité infantile

Rapport entre le nombre de décès d'enfants de moins d'un an et le nombre d'enfants nés vivants en 2011-2012-2013

L'indice de vieillissement

Nombre de personnes de 65 ans et plus pour 100 personnes de moins de 20 ans

L'espérance de vie

Nombre d'années restant à vivre en moyenne

Le solde naturel

Le solde naturel est la différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès sur un territoire.

Le solde migratoire

Le solde migratoire est la différence entre les entrées et les sorties d'un territoire.

Le solde migratoire apparent

La variation d'une population sur un territoire et sur une période dépend des deux paramètres que sont le solde naturel et le solde migratoire. Cependant, le solde migratoire est, généralement, une donnée mal connue. C'est pourquoi, connaissant la variation d'une population, et connaissant son solde naturel, il est possible de l'estimer. On parle alors de solde migratoire apparent.

3 ACTIVITÉ ET CHÔMAGE

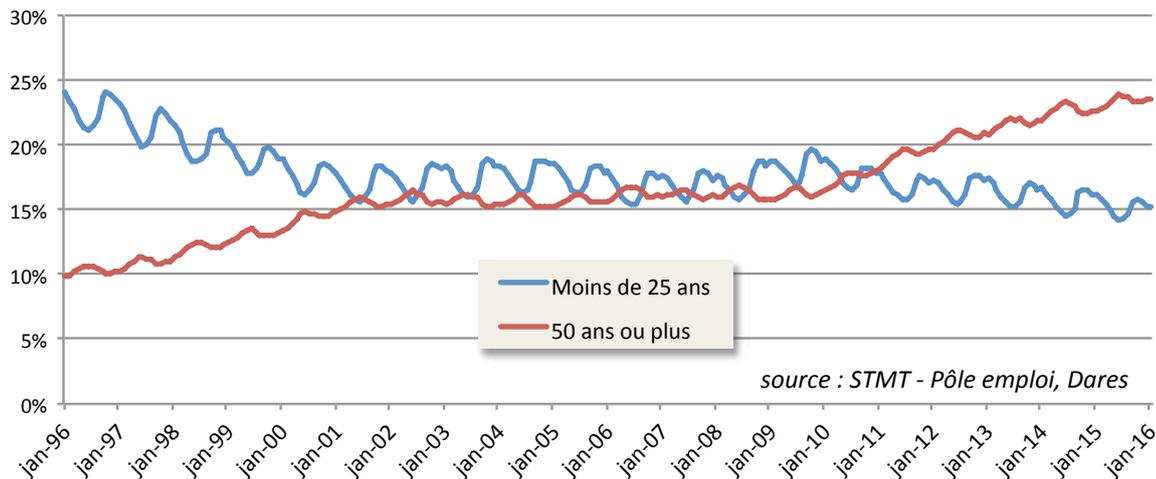




3 ACTIVITÉ ET CHÔMAGE

ÉVOLUTION DU TAUX DE CHÔMAGE EN NOUVELLE-AQUITAINE

Proportion des 50 ans ou plus et des moins de 25 ans



Note de lecture :

Au 31 décembre 2015, 15.2% des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle Emploi en catégorie A, B ou C, avaient moins de 25 ans. Ils étaient 23.6% à avoir 50 ans ou plus.



TAUX D'ACTIVITÉ ET TAUX D'EMPLOI DES FRANÇAIS, DES ÉTRANGERS ET DES IMMIGRÉS

Source : INSEE - Recensement de la population 2013

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse
Nombre d'actifs de 15 ans et plus ayant un emploi	2 337 790	139 728	238 006	96 135	45 130
dont proportion des femmes	48,3%	47,3%	48,7%	47,7%	47,2%
Immigrés	131 663	6 123	7 512	5 216	1 845
Non immigrés	2 206 126	133 604	230 494	90 919	43 285
Français	2 255 992	135 759	233 658	93 119	43 818
Étrangers	81 798	3 969	4 348	3 017	1 311
Taux d'activité des 15-64 ans en 2013 **	72,9%	73,5%	71,8%	73,0%	71,7%
Taux d'activité des 15-64 ans - hommes	75,6%	76,6%	74,3%	75,0%	74,2%
Taux d'activité des 15-64 ans - femmes	70,2%	70,4%	69,5%	71,0%	69,2%
Taux de chômage des 15-64 ans en 2013 ***	12,7%	13,4%	14,1%	10,0%	12,3%
dont Français	12,0%	12,9%	13,8%	9,5%	11,9%
dont Étrangers	25,1%	25,3%	25,8%	20,9%	21,3%
dont Immigrés	23,0%	25,4%	23,5%	18,2%	20,1%
dont Non immigrés	13,1%	14,0%	15,0%	10,4%	12,9%

* La population active est la somme des actifs ayant un emploi et des chômeurs

** Taux d'activité = Rapport entre la population active et la population totale de la même tranche d'âge



3 ACTIVITÉ ET CHÔMAGE

	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
	155 277	632 125	157 578	125 902	272 365	153 540	174 889	147 115	26 158 021
	48,4%	48,7%	47,3%	48,1%	47,7%	47,6%	48,9%	49,4%	47,9%
	8 936	43 721	7 569	10 253	19 311	5 120	7 394	8 663	2 522 746
	146 341	588 403	150 008	115 650	253 054	148 420	167 495	138 452	23 635 275
	149 096	605 369	152 968	119 633	259 712	150 290	170 838	141 731	24 709 550
	6 182	26 755	4 609	6 269	12 654	3 250	4 051	5 384	1 448 472
	71,8%	73,0%	73,8%	72,4%	73,4%	75,7%	72,4%	71,2%	73,3%
	74,0%	76,0%	76,4%	75,4%	76,5%	78,5%	74,9%	73,5%	76,6%
	69,6%	70,2%	71,3%	69,4%	70,4%	72,9%	69,9%	69,0%	70,0%
	14,0%	12,9%	13,0%	13,8%	11,2%	11,2%	12,2%	11,6%	13,1%
	13,5%	12,2%	12,6%	13,0%	10,7%	10,7%	11,4%	11,1%	12,3%
	22,0%	24,5%	23,1%	25,8%	19,7%	27,1%	33,3%	36,5%	24,0%
	20,8%	22,2%	21,3%	24,5%	18,6%	24,8%	27,7%	32,0%	21,7%
	14,6%	13,3%	13,7%	13,8%	11,5%	11,8%	12,5%	11,9%	13,2%

*** Rapport entre le nombre des 15 à 64 ans qui se sont déclarées chômeurs au recensement de la population, et l'ensemble de la population active des mêmes âges au même recensement



DEMANDEURS D'EMPLOIS

Sources : DREES, Pôle emploi, ASP, DARES - Statistiques du marché du travail (champ : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi)

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	
Nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C (en milliers) *	499,6	30,2	55,9	17,6	8,5	
dont proportion des femmes	53,0%	52,3%	53,8%	54,0%	50,6%	
dont proportion des moins de 25 ans	14,8%	15,6%	14,8%	15,3%	14,1%	
dont proportion des 50 ans et plus	24,3%	25,2%	26,5%	26,7%	30,6%	
dont proportion de demandeurs d'emploi longue durée	44,3%	46,0%	45,6%	46,0%	49,4%	
Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (en milliers) **	293,3	17,9	33,0	9,9	5,2	
Taux de chômage localisé (au 4 ^{ème} trimestre 2015)	9,6%	10,0%	10,8%	8,2%	9,6%	

* Demandeurs d'emplois inscrits en fin du mois de septembre 2016, sans emplois ou ayant exercé une activité réduite, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi

** Demandeurs d'emplois inscrits en fin de mois de septembre 2016, sans emplois et tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi



3 ACTIVITÉ ET CHÔMAGE

	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
	33,7	147,0	34,5	28,7	52,5	28,4	33,3	29,1	5 525,5
	52,8%	53,2%	54,2%	52,3%	53,7%	52,5%	52,0%	51,5%	50,9%
	14,2%	14,3%	13,9%	13,9%	13,5%	17,6%	16,8%	15,5%	14,6%
	28,2%	21,7%	25,5%	26,1%	25,1%	24,3%	22,2%	23,4%	23,7%
	45,4%	42,7%	42,6%	45,3%	42,7%	45,1%	44,4%	47,8%	44,2%
	20,6	89,9	19,1	16,3	30,3	15,4	18,2	17,7	3 466,8
	10,6%	10,1%	9,7%	10,3%	8,5%	7,8%	8,4%	9,9%	9,9%



Notes et définitions :

population active

La population active comprend les personnes de 15 à 64 ans considérées comme pourvues d'un emploi (salariés ou non salariés) ou comme chômeurs en recherche d'un emploi.

Le taux d'activité de la population

Rapport entre le nombre d'actifs et la population de 15 à 64 ans en 2012

Taux de chômage

Le taux de chômage est le pourcentage de chômeurs dans la population active (actifs occupés + chômeurs). On peut calculer un taux de chômage par âge en mettant en rapport les chômeurs d'une classe d'âge avec la population active de cette classe d'âge. De la même manière se calculent des taux de chômage par sexe, par région, par nationalité...



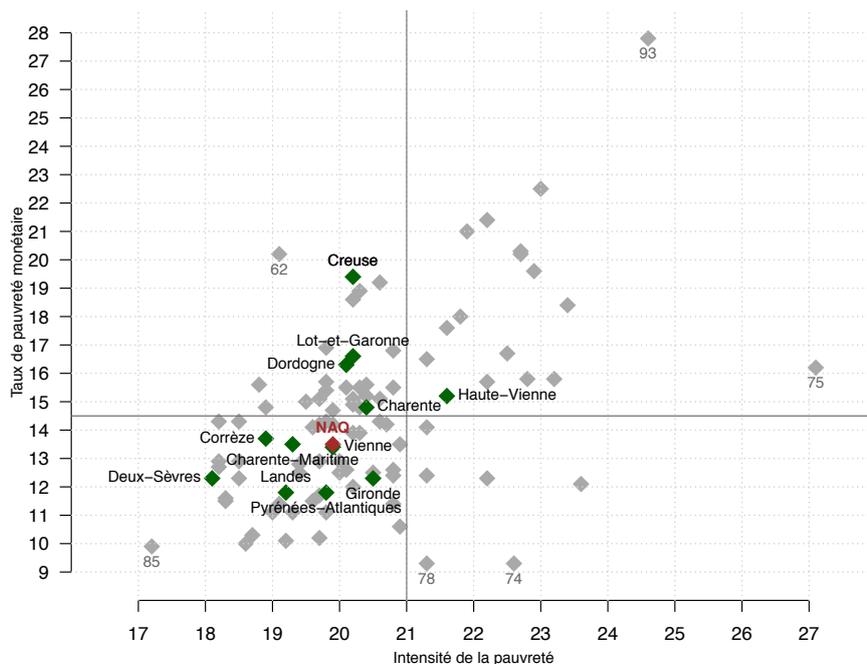
3 ACTIVITÉ ET CHÔMAGE







PAUVRETÉ MONÉTAIRE ET INTENSITÉ DE LA PAUVRETÉ Départements de France métropolitaine



source : INSEE – Filosofi 2013

Note de lecture :

En région Nouvelle-Aquitaine, 13,5% des personnes ont un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté, lequel est proche de 1000 € par mois (pour une personne seule). L'intensité de la pauvreté y est de 19,9 ; ce qui signifie que la moitié de ces personnes « pauvres », ont un niveau de vie inférieur de 19,9% au seuil de pauvreté, c'est-à-dire un niveau de vie inférieur à 800 € par mois (pour une personne seule).

Remarque : En 2013, le taux de pauvreté et l'intensité de la pauvreté du département de la Vienne étaient très proches de ceux de la région Nouvelle-Aquitaine. C'est pourquoi ces deux points sur le graphique sont quasi confondus.



REVENUS ET INÉGALITÉS DE REVENUS

Sources : DREES ; INSEE, Fichier localisé social et fiscal (FiLoSoFi) ; DGFIP ; CNAF ; CNAV ; CCMSA ; CAF, données au 31/12/2013

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse
Nombre total de ménages fiscaux	2 554 608	154 494	287 543	108 403	55 917
Proportion de ménages fiscaux imposés	54,7%	52,1%	54,2%	53,7%	46,1%
Revenu salarial annuel moyen	20 117	19 783	19 022	19 330	18 301
Femmes	17 619	17 392	16 790	17 259	16 935
Hommes	22 630	22 110	21 311	21 346	19 769
Cadres (y compris les chefs d'entreprise salariés)	36 234	34 782	34 960	34 002	28 866
Professions intermédiaires	23 830	23 962	23 400	24 072	23 290
Employés	15 129	15 434	14 626	14 947	14 827
Ouvriers	16 861	17 229	16 662	16 888	16 331
Niveau de vie annuel médian des ménages (en euros) *	19 809	19 265	19 631	19 346	17 746
Disparités des niveaux de vie **	3,2	3,1	3,2	3,0	3,1
Taux de pauvreté monétaire (TPM) des ménages (en %) ***	13,5	14,8	13,5	13,7	19,4
TPM des ménages dont le référent fiscal est âgé de moins de 30 ans	23,3	26,0	22,0	22,7	27,5
TPM des ménages dont le référent fiscal est âgé de 75 ans ou plus	10,6	11,4	9,6	13,2	18,8
Taux de pauvreté des familles monoparentales (en %)	30,4	33,6	32,0	29,7	33,2
Intensité de la pauvreté monétaire ****	19,9	20,4	19,3	18,9	20,2
Part des ménages bénéficiaires dont les minima sociaux représentent plus de 75 % des revenus au 31/12/2013	23,9	26,9	23,5	20,9	25,9
Part des ménages bénéficiaires dont les minima sociaux représentent plus de 50 % des revenus au 31/12/2013	31,4	34,3	30,7	28,0	34,2

* Le niveau de vie médian est égal au revenu disponible médian divisé par le nombre d'unités de consommation

** Rapport interdécile D9/D1 : Rapport entre le niveau de vie médian des 10% des ménages les plus riches et le niveau de vie médian des 10% des ménages les plus pauvres

*** Le taux de pauvreté monétaire est la proportion de la population dont le niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté, défini ici comme égal à 60% du niveau de vie médian



4 PAUVRETÉ - PRÉCARITÉ

	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
	184 494	645 178	174 120	144 100	291 954	159 663	182 762	165 980	26 738 826
	49,4%	58,8%	55,6%	48,9%	57,4%	52,2%	54,0%	54,3%	58,2%
	18 480	21 479	19 262	18 696	20 614	19 836	20 130	20 283	22 009
	16 689	18 497	16 698	16 739	17 460	17 754	17 747	18 367	18 961
	20 335	24 484	21 734	20 684	23 740	21 913	22 538	22 266	24 961
	31 782	38 011	36 253	33 868	38 044	36 459	34 604	34 656	40 549
	23 229	24 213	23 868	23 289	23 922	23 585	23 632	23 802	24 395
	14 722	15 375	15 127	15 005	15 013	15 402	15 216	15 288	15 528
	16 531	17 114	16 527	15 827	17 428	16 404	17 111	17 037	17 424
	18 756	20 801	20 025	18 618	20 510	19 335	19 654	19 492	20 185
	3,1	3,3	2,9	3,2	3,2	2,9	3,1	3,2	3,5
	16,3	12,3	11,8	16,6	11,8	12,3	13,4	15,2	14,5
	26,3	22,5	19,7	25,6	20,3	20,7	24,9	29,3	22,8
	13,4	8,3	9,6	13,3	8,8	11,0	10,7	11,0	8,9
	34,1	27,3	28,9	34,5	27,6	31,0	33,2	32,7	30,8
	20,1	20,5	19,2	20,2	19,8	18,1	19,9	21,6	21,0
	23,7	24,2	20,8	26,4	22,7	20,1	24,7	26,9	24,1
	31,8	31,8	27,7	34,2	30,5	26,9	31,7	34,9	31,5

**** Écart relatif entre le niveau de vie médian de la population pauvre et le seuil de pauvreté (lecture : En Nouvelle-Aquitaine, le niveau de vie médian de la population pauvre est 19,9% sous le seuil de pauvreté)

*** Rapport entre le nombre des 15 à 64 ans qui se sont déclarées chômeurs au recensement de la population, et l'ensemble de la population active des mêmes âges au même recensement



RSA ET MINIMA SOCIAUX

Sources : DREES; INSEE; CNAF; CNAMTS ; CCMSA ; Pôle emploi ; RSI ; Fonds CMU

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	
Allocataires du revenu de solidarité active (RSA) au 31/12/2015 *	203 544	14 455	23 781	5 617	4 200	
RSA socle seul majoré (hors RSA Jeune) **	15 096	1 254	1 723	419	213	
RSA socle seul non majoré (hors RSA Jeune) ***	102 573	7 493	12 255	2 310	1 873	
RSA socle + activité majoré (hors RSA Jeune)	2 414	149	257	87	44	
RSA socle + activité non majoré (hors RSA Jeune)	26 672	1 730	2 742	860	711	
RSA activité seule majoré (hors RSA Jeune) ****	4 902	318	603	143	99	
RSA activité seule non majoré (hors RSA Jeune)	50 970	3 452	6 088	1 769	1 202	
RSA jeune	885	59	113	29	26	
Taux de couverture de la population par le RSA total en % *****	7,2	8,9	7,6	5,1	7,4	
Allocataires ASS au 31/12/2014 *****	37 400	2 630	4 790	1 410	1 110	
Taux d'allocation (nombre d'allocataires pour 100 personnes de 15 à 64 ans)	1,0	1,2	1,3	1,0	1,6	
Allocataires ASV et ASPA au 31/12/2014 *****	50 130	3 280	4 570	2 380	1 890	
Taux d'allocation de l'ASV et de l'ASPA (en % des personnes de 60 ans et plus)	3,0	3,1	2,2	3,0	4,4	
Bénéficiaires de la CMU complémentaire (CMUC) en 2015	377 777	27 483	39 592	10 997	9 947	
Proportion de la population bénéficiaire de la CMU complémentaire	6,4%	7,8%	6,2%	4,6%	8,3%	

* Le RSA a remplacé le revenu minimum d'insertion (RMI) et l'allocation de parent isolé (API), en France métropolitaine depuis le 1er juin 2009. Les allocataires du RSA Jeunes ne sont pas comptés ici

** Majoration lorsqu'il y a situation d'isolement avec enfants(s) à charge

*** Ménages dont les ressources sont inférieures au montant forfaitaire



4 PAUVRETÉ - PRÉCARITÉ

	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
	14 485	55 673	11 048	13 196	20 812	10 152	16 588	13 537	2 325 698
	1 027	3 830	804	1 045	1 316	919	1 359	1 187	182 224
	6 838	28 920	5 333	6 814	10 495	4 758	8 735	6 749	1 259 268
	191	672	161	152	230	135	182	154	25 150
	2 101	7 814	1 495	1 689	2 787	1 156	1 881	1 706	265 668
	412	1 173	333	287	524	312	396	302	48 890
	3 835	13 061	2 881	3 160	5 382	2 815	3 963	3 362	536 947
	81	203	41	49	78	57	72	77	7 532
	7,3	7,4	5,7	8,6	6,1	6,2	8,3	8,2	7,7
	3 150	9 140	2 280	2 320	4 030	2 050	2 320	2 170	435 900
	1,3	0,9	0,9	1,2	1,0	0,9	0,9	0,9	1,1
	4 840	11 220	3 050	3 960	5 720	2 610	3 010	3 600	480 410
	3,4	3,1	2,6	3,8	3,0	2,5	2,6	3,3	3,1
	28 359	97 657	20 558	25 830	36 144	20 063	31 202	29 945	4 620 582
	6,8%	6,4%	5,1%	7,7%	5,4%	5,4%	7,2%	8,0%	7,2%

**** Ménages dont les ressources sont faibles, bien que supérieures au montant forfaitaire

***** La population couverte comprend, outre l'allocataire, son conjoint éventuel et s'il y a lieu, les enfants et autres personnes à charge du ménage (au sens des prestations familiales)

***** ASS = Allocation de solidarité spécifique (données semi-définitives) ; ASV = Allocation supplémentaire vieillesse ; ASPA = Allocation de solidarité aux personnes âgées ; CMU = Couverture maladie universelle



DOSSIERS DE SURENDETTEMENT

Source : Banque de France

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	
Dossiers de surendettement déposés						
2008	17 583	1 207	1 617	802	477	
2013	20 973	1 449	2 248	797	664	
2014	21 880	1 353	2 473	822	633	
Dossiers de surendettement jugés recevables						
2008	14 432	1 050	1 349	684	403	
2013	18 799	1 278	1 954	670	559	
2014	19 331	1 126	2 215	682	557	
Part des dossiers de surendettement jugés recevables						
2008	82	87	83	85	85	
2013	90	88	87	84	84	
2014	88	83	90	83	88	



4 PAUVRETÉ - PRÉCARITÉ

	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
	1 288	4 009	1 084	1 307	2 041	1 139	1 243	1 369	188 485
	1 670	4 842	1 403	1 654	1 891	1 346	1 596	1 413	223 012
	1 592	5 173	1 514	1 788	2 019	1 422	1 685	1 406	230 964
	1 106	2 974	937	1 145	1 628	956	1 080	1 120	161 033
	1 511	4 286	1 304	1 570	1 708	1 246	1 434	1 279	195 258
	1 513	4 444	1 341	1 641	1 859	1 306	1 421	1 226	205 816
	86	74	86	88	80	84	87	82	85
	91	89	93	95	90	93	90	91	88
	95	86	89	92	92	92	84	87	89



Notes et définitions :

Revenu disponible d'un ménage

C'est la somme de toutes les ressources des différentes personnes composant le ménage : revenus d'activité (salaires nets, bénéfices...), de remplacement (allocations chômage, retraites...), du patrimoine et prestations reçues (prestations familiales, aides au logement, minima sociaux) ; total duquel on déduit les impôts directs payés par le ménage (impôt sur le revenu, taxe d'habitation) et les prélèvements sociaux : contribution sociale généralisée (CSG), contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS).

Niveau de vie - Niveau de vie médian

Le niveau de vie est égal au revenu disponible du ménage divisé par le nombre d'unités de consommation (UC). Le niveau de vie est donc le même pour tous les individus d'un même ménage. Les unités de consommation sont généralement calculées selon l'échelle d'équivalence dite de «l'OCDE modifiée» qui attribue 1 uc au premier adulte du ménage, 0,5 UC aux autres personnes de 14 ans ou plus et 0,3 UC aux enfants de moins de 14 ans.

Le niveau de vie médian est la valeur qui partage cette distribution en deux parties égales.

Seuil de pauvreté - Taux de pauvreté

Un individu (ou un ménage) est considéré comme pauvre lorsqu'il vit dans un ménage

dont le niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté. Le seuil de pauvreté est déterminé par rapport à la distribution des niveaux de vie de l'ensemble de la population. Eurostat et les pays européens utilisent en général un seuil à 60 % de la médiane des niveaux de vie. Le seuil de pauvreté s'établit à 954€ mensuels en 2009.

Le taux de pauvreté correspond à la proportion d'individus (ou de ménages) dont le niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté.

Intensité de la pauvreté

L'intensité de la pauvreté est un indicateur qui permet d'apprécier à quel point le niveau de vie de la population pauvre est éloigné du seuil de pauvreté. L'Insee mesure cet indicateur comme l'écart relatif entre le niveau de vie médian de la population pauvre et le seuil de pauvreté. Il est calculé de la manière suivante : (seuil de pauvreté - niveau de vie médian de la population pauvre) / seuil de pauvreté. Plus cet indicateur est élevé et plus la pauvreté est dite intense, au sens où le niveau de vie des plus pauvres est très inférieur au seuil de pauvreté.

Pour en savoir plus : <http://www.insee.fr>

Taux de chômage localisés trimestriels

Le taux de chômage est le pourcentage de chômeurs dans la population active (actifs occupés + chômeurs).

Ces taux sont calculés en moyenne trimestrielle pour les régions, les départements et les zones d'emploi de métropole selon une méthodologie synthétisant les informations de l'enquête emploi pour le niveau national (chômage au sens du Bureau international du travail (BIT)) et de Pôle Emploi (chômage répertorié à partir des demandeurs d'emploi en fin de mois) pour la répartition géographique.

Ces taux sont cohérents avec le taux de chômage national officiel dit au sens du BIT.

Chômage au sens du Bureau international du travail (BIT)

En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le Bureau international du travail (BIT), un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est à dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours
- avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

Un chômeur au sens du BIT n'est pas forcément



demandeur d'emploi (inscrit à Pôle Emploi) et inversement.

Demandeurs d'emploi

La notion de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi est une notion différente de celle de chômeurs au sens du Bureau international du travail (BIT) : certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et inversement certains chômeurs ne sont pas inscrits à Pôle emploi et donc ne sont pas demandeurs d'emploi.

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont regroupés en différentes catégories :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte de 78 heures ou moins au cours du mois
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue de plus de 78 heures au cours du mois.

Pour en savoir plus : <http://www.travail-emploi.gouv.fr>

Le Revenu de solidarité active (RSA)

Le revenu de solidarité active (RSA) en vigueur depuis le 1er juin 2009 en France métropolitaine et depuis le 1er janvier 2011 dans les départements d'outre-mer remplace le revenu minimum d'insertion (RMI), l'allocation de parent isolé (API) et les dispositifs associés d'intéressement à la reprise d'activité.

Le RSA est destiné à assurer un revenu minimum aux personnes sans ressource ou à compléter les ressources des personnes dont l'activité professionnelle ne leur apporte que des revenus limités.

Depuis le 1er septembre 2010, le RSA est étendu aux moins de 25 ans (RSA jeunes) sous condition de justifier de deux ans d'activité en équivalent temps plein au cours des trois dernières années.

Il est versé sans limitation de durée, tant que le bénéficiaire continue à remplir les conditions et son montant versé peut varier si la situation familiale ou les ressources du foyer évoluent.

Le revenu garanti est calculé comme la somme :

- d'un montant forfaitaire, dont le montant varie en fonction de la composition du foyer et du nombre d'enfant(s) à charge
- d'une fraction des revenus professionnels des membres du foyer, fixée par décret à 62%.

Si les ressources initiales du foyer sont inférieures au montant forfaitaire, la différence s'appelle le RSA socle. Le complément de revenu d'activité éventuel, égal à

62% des revenus d'activité, s'appelle le RSA activité. Selon le niveau de ressources du foyer par rapport au montant forfaitaire et la présence ou non de revenus d'activité, un foyer peut percevoir une seule composante du RSA ou les deux.

Un RSA majoré est attribué sous certaines conditions, aux personnes élevant seules de jeunes enfants.

Pour en savoir plus : <http://www.drees.sante-gouv.fr>; <http://www.insee.fr>



Notes et définitions :

L'allocation de solidarité spécifique (ASS)

Instituée en 1984, l'ASS est une allocation chômage s'adressant aux chômeurs ayant épuisé leurs droits à l'assurance chômage et qui justifient d'au moins cinq années d'activité salariée au cours des dix dernières années précédant la rupture de leur contrat de travail.

Les allocations du minimum vieillesse : l'allocation supplémentaire vieillesse (ASV) et l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA)

Le dispositif du minimum vieillesse permet de garantir aux personnes âgées un revenu minimum égal au montant de l'allocation aux vieux travailleurs salariés (AVTS).

Créée en 1956, l'ASV s'adresse aux personnes âgées de plus de 65 ans (60 ans en cas d'incapacité au travail) et leur assure un niveau de revenu égal au minimum vieillesse. Une nouvelle prestation, l'ASPA est entrée en vigueur le 13 janvier 2007. Cette allocation unique se substitue, pour les nouveaux bénéficiaires, aux prestations de premier étage du minimum (qui ne font pas partie des minima sociaux) et à l'ASV.

La Couverture maladie universelle (CMU)

Mise en place à partir du 1er janvier 2000, la CMU est un droit immédiat et permanent à l'assurance maladie et maternité de base pour toute personne en résidence stable et régulière sur le

territoire et qui n'en bénéficie pas déjà. La CMU de base concerne les personnes en situation de grande exclusion et les anciens assurés personnels. Elle permet le remboursement des dépenses de santé (y compris à l'hôpital) dans les mêmes conditions que les assurés sociaux.

La CMU de base est également attribuée aux autres personnes du foyer (conjoint, concubin, partenaire de PACS, enfants...) qui ne sont pas couvertes par l'assurance maladie. Elle est gratuite sauf si les revenus du bénéficiaire dépassent un certain plafond. Dans ce cas, il devra acquitter une cotisation égale à 8% du revenu fiscal de référence mentionné dans son dernier avis d'imposition.

La part complémentaire, le forfait journalier en cas d'hospitalisation, la participation forfaitaire et les franchises médicales restent à la charge du bénéficiaire de la CMU.

La Couverture maladie universelle complémentaire (CMU-C)

La CMU-C permet d'avoir le droit à une protection complémentaire santé gratuite. Pour bénéficier de la CMU-C, il faut résider en France de façon régulière et stable, ne pas avoir droit à l'assurance maladie et avoir des ressources inférieures à un plafond. Elle est accordée pour un an.

La CMU-C donne droit à la prise en charge gratuite de la part complémentaire des dépenses de santé (y compris à l'hôpital) à hauteur de 100 % des tarifs de la sécurité sociale. De plus, elle inclut des forfaits de prise en charge pour les soins dentaires, lunettes, prothèses auditives... Ainsi, pour faciliter l'accès aux soins, la CMU-C offre une dispense d'avance des frais des dépenses de santé et les professionnels de santé ont l'obligation de respecter les tarifs reconnus par la sécurité sociale.

La CMU-C peut être gérée par le régime de sécurité sociale de base ou par un organisme complémentaire (mutuelle, société d'assurances, institution de prévoyance) qui s'est inscrit sur la liste des organismes volontaires. Les dossiers de demande de CMU-C sont instruits par les caisses d'assurance maladie.

Pour en savoir plus : <http://www.cmu.fr>

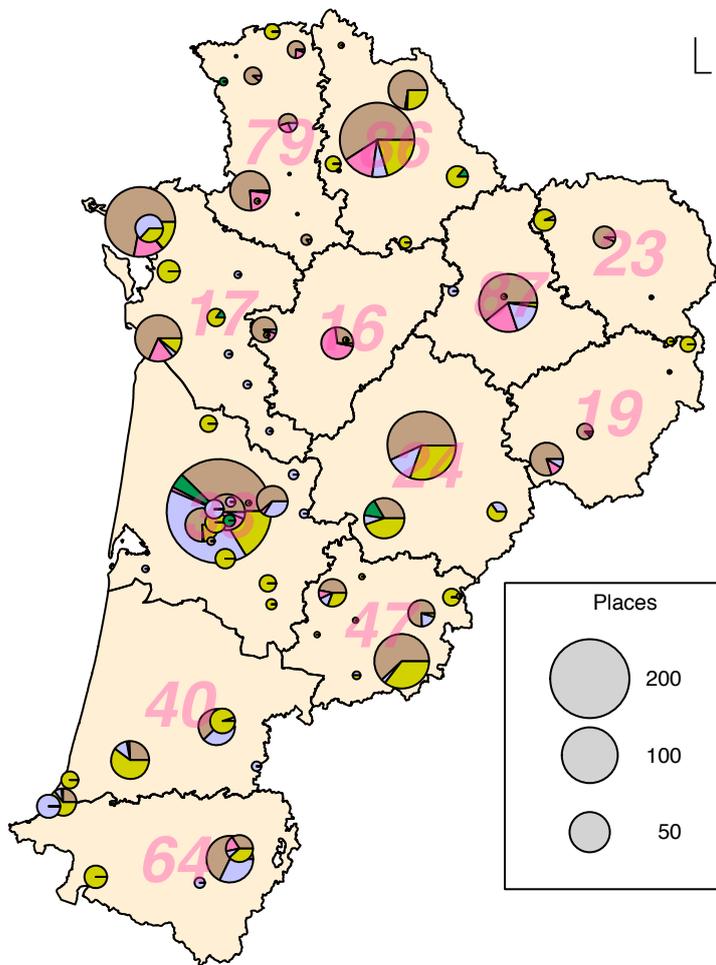






5 LOGEMENT - HÉBERGEMENT

LES STRUCTURES D'HÉBERGEMENT EN NOUVELLE-AQUITAINE AU 31 DÉCEMBRE 2016



- Hébergement d'urgence hors CHRS
- Hébergement d'urgence dans CHRS
- Places d'insertion et de stabilisation en CHRS
- Places d'insertion et de stabilisation hors CHRS
- Places en Maisons Relais

Source : DRDJSCS Nouvelle-Aquitaine
Cartographie : DRDJSCS Nouvelle-Aquitaine



PARC DES LOGEMENTS ET STATUT D'OCCUPATION AU 1^{ER} JANVIER 2013

Sources : INSEE - Recensements de la Population

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	
Hébergement social						
Centres d'hébergement et de réinsertion sociale, CHRS	2 754	265	384	79	28	
Centres d'accueil de demandeurs d'asile, CADA	2 721	280	425	110	50	
Centres d'accueil non conventionnés au titre de l'aide sociale	672	5	23	0	48	
Centres provisoires d'hébergement	60	0	0	0	0	
Logement accompagné						
Maisons relais - Pensions de famille	1 411	60	125	10	32	
Résidences Sociales	1 087	26	0	0	0	
FJT - Foyers de jeunes travailleurs *	3 624	235	272	213	306	
FTM - Foyers de travailleurs migrants (non transformés en résidences sociales)	653	0	0	0	0	
Nombre de places d'hébergement **	3 426	270	407	79	76	
dont urgences	908	56	85	9	46	
dont stabilisation	382	26	32	5	0	
dont insertion	2 136	188	290	65	30	
Taux d'équipement en places d'hébergement pour 1 000 adultes de 20 à 59 ans	1,2	1,6	1,4	0,7	1,4	

* Depuis le 1er janvier 2017, les FJT transformés ou non en Résidences Accueil sont requalifiés simplement FJT

** En CHRS et Centres d'accueil non conventionnés au titre de l'aide sociale



5 LOGEMENT - HÉBERGEMENT

	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
	193	558	77	176	340	151	333	170	42 147
	255	397	69	80	346	197	238	274	33 348
	41	316	45	0	62	16	116	0	33 495
	0	0	0	0	60	0	0	0	1 817
	154	202	110	222	178	55	192	71	14 042
	56	239	247	11	22	230	9	247	92 519
	80	689	305	243	554	153	531	43	38 115
	0	653	0	0	0	0	0	0	45 834
	234	874	122	176	402	167	449	170	75 640
	75	416	45	7	71	34	54	10	35 186
	15	98	8	29	0	26	135	8	8 023
	144	360	69	140	331	107	260	152	32 431
	1,2	1,1	0,6	1,1	1,2	0,9	2,1	0,9	2,3



RECOURS AU DROIT AU LOGEMENT (DALO) EN 2015

Sources : infocentre DALO (outil national du Ministère du Logement, de l'Égalité des territoires et de la Ruralité)

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	
Nombre de recours "logement" reçus	2 232	30	112	15	0	
Recours non examinés	46	1	0	0	0	
Recours "logement" avec décision	2 186	29	112	15	0	
Dont favorables logement (prioritaires et urgents)	766	13	17	3	0	
Dont rejets (explicites)	1 139	6	68	9	0	
Dont sans objet	147	3	10	3	0	
Dont réorientation recours logement vers hébergement	134	7	17	0	0	
Nombre de recours "hébergement" reçus	158	0	16	0	0	
Recours non examinés	2	0	0	0	0	
Recours "hébergement" avec décision	156	0	16	0	0	
Dont favorables logement (prioritaires et devant être accueillis)	59	0	13	0	0	
Dont rejets (explicites)	78	0	3	0	0	
Dont sans objet	17	0	0	0	0	
Dont recours logement réorientés hébergement (rappel)	134	7	17	0	0	



5 LOGEMENT - HÉBERGEMENT

	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
	15	1 374	134	14	441	2	73	22	85 023
	1	1	30	0	11	2	0	0	377
	14	1 373	104	14	430	0	73	22	84 646
	6	454	68	3	136	0	49	17	24 070
	3	795	23	5	222	0	4	4	54 268
	5	51	9	5	50	0	10	1	4 513
	0	73	4	1	22	0	10	0	1 795
	0	94	1	0	10	0	4	33	10 291
	0	0	1	0	1	0	0	0	92
	0	94	0	0	9	0	4	33	10 199
	0	40	0	0	2	0	2	2	5 098
	0	50	0	0	3	0	2	20	4 495
	0	3	0	0	4	0	0	10	542
	0	73	4	1	22	0	10	0	1 795



PRÉCARITÉ-LOGEMENT

Sources : Indicateurs de suivi du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale ; Ministère de la justice (SG/SDSE) - Répertoire général civil 2013 ; INSEE - Recensement de la population 2013 ; Banque de France - enquête typologique 2013

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	
Décisions d'expulsions locatives en 2013	8 304	557	828	315	70	
Expulsions "fermes"	5 629	319	577	239	54	
Expulsions "conditionnelles"	2 675	238	251	76	16	
Décisions d'expulsions locatives pour 1000 ménages	9,1	11,4	8,9	9,5	4,8	
Dettes de surendettement relatives à des impayés d'énergie en 2013 *						
Nombre de dossiers de surendettement avec impayés d'énergie	7 450	507	752	290	303	
Proportion des dossiers avec impayés d'énergie **	nd	39,7%	38,5%	43,3%	54,3%	
Part des dettes liées à des impayés d'énergie dans l'ensemble des dettes (en %)	nd	1,2	1,0	1,7	2,6	

* Les données pour les moins de 25 ans et les familles monoparentales ne sont pas disponibles au niveau des DOM ou de la France métropolitaine

** Proportion des dossiers avec impayés d'énergie parmi l'ensemble des dossiers de surendettement



5 LOGEMENT - HÉBERGEMENT

	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
	508	2 797	500	426	760	443	531	569	123 096
	335	1 840	390	371	564	351	270	319	73 895
	173	957	110	55	196	92	261	250	49 201
	9,2	10,2	9,1	8,6	7,1	9,1	7,3	8,8	11,3
	628	1 306	498	732	657	628	653	496	72 900
	41,6%	30,5%	38,2%	46,5%	38,5%	50,6%	45,6%	38,8%	37,4%
	1,4	0,8	1,1	1,7	1,2	2,0	1,2	1,2	1,1

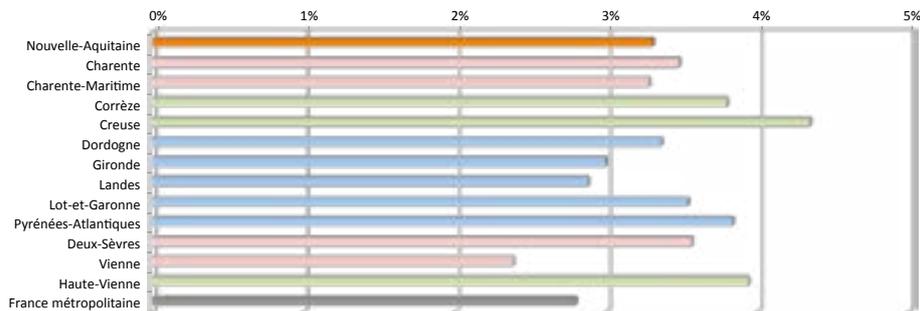
6 HANDICAP ET DÉPENDANCE





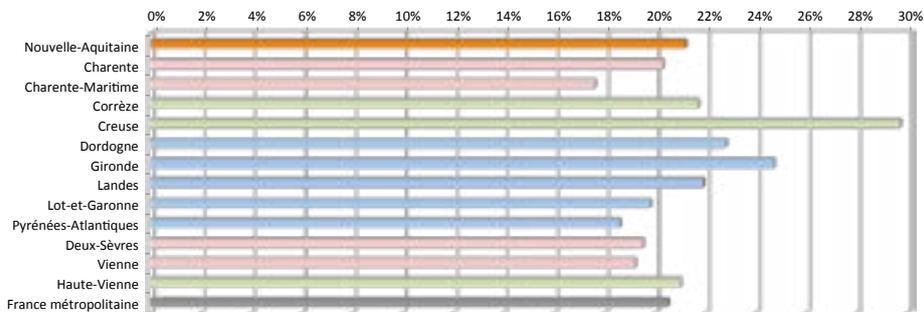
6 HANDICAP ET DÉPENDANCE

PART DES ALLOCATAIRES AAH DANS LA POPULATION DES 20 ANS À 64 ANS



Sources : DREES - Indicateurs sociaux départementaux, INSEE, DGCS, CNAF, MSA

BÉNÉFICIAIRES DE L'APA POUR 100 PERSONNES DE 75 ANS ET PLUS



Sources : DREES - Indicateurs sociaux départementaux, INSEE, DGCS, CNAF, MSA



ALLOCATAIRES AAH ET APA, PERSONNES PRISES EN CHARGE PAR DES MANDATAIRES

Sources : DREES - Indicateur sociaux départementaux, INSEE, DGCS, CNAF, MSA

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	
Adultes allocataires de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) au 31.12.2015	109 086	6 887	11 353	4 939	2 794	
Part des allocataires AAH dans la population des 20 ans à 64 ans *	3,3%	3,5%	3,3%	3,8%	4,3%	
Nombre de bénéficiaires de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) au 31.12.2015	141 442	8 592	14 100	7 138	5 436	
Bénéficiaires de l'APA pour 100 personnes de 75 ans et plus *	21,2%	20,3%	17,6%	21,7%	29,7%	
Bénéficiaires de l'APA à domicile pour 100 personnes de 75 ans et plus *	12,4%	10,8%	10,2%	13,0%	18,7%	
Nombre de prises en charge au 31.12.2015 **	53 778	3 538	6 432	2 369	1 421	
Proportion des personnes prises en charge par des mandataires individuels	15,8%	14,4%	11,7%	9,9%	10,8%	
Proportion des personnes prises en charge par des services mandataires	84,2%	85,6%	88,3%	90,1%	89,2%	

* Indicateurs sociaux départementaux

** Par des mandataires individuels et des services mandataires



6 HANDICAP ET DÉPENDANCE

	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
	7 585	26 797	6 443	6 388	14 442	7 344	5 831	8 283	1 027 127
	3,4%	3,0%	2,9%	3,5%	3,8%	3,6%	2,4%	3,9%	2,8%
	12 869	33 802	10 016	8 423	14 559	8 313	8 916	9 278	1 232 992
	22,8%	24,7%	21,9%	19,8%	18,6%	19,5%	19,2%	21,0%	20,5%
	14,0%	15,5%	12,1%	11,7%	11,1%	9,1%	9,9%	11,4%	11,9%
	5 009	12 121	2 961	3 425	5 483	3 709	3 572	3 738	414 730
	9,4%	28,3%	14,4%	6,4%	17,7%	4,2%	10,7%	20,7%	16,0%
	90,6%	71,7%	85,6%	93,6%	82,3%	95,8%	89,3%	79,3%	84,0%



BÉNÉFICIAIRES DE L'AIDE SOCIALE DÉPARTEMENTALE AU 31 DÉCEMBRE 2015

Sources : DREES - enquêtes Aide sociale ; CNAF - CCMSA - DARES

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	
Aide Sociale aux Personnes Agées *	154 282	9 438	15 477	7 847	5 884	
dont Aide à domicile	82 407	4 564	8 195	4 294	3 418	
dont Accueil en établissement **	10 432	643	1 103	522	420	
Aide Sociale aux Personnes Handicapées	46 713	3 382	6 168	1 739	1 146	
dont Aide à domicile **	31 141	2 188	4 078	900	741	
dont Accueil en établissement **	12 437	996	1 546	739	334	
Aide Sociale à l'Enfance (Nombre d'enfants accueillis)	14 824	1 033	1 524	470	364	
dont Enfants confiés à l'ASE	12 991	968	1 380	393	344	
dont Placements directs	1 833	65	144	77	20	
Total des bénéficiaires de l'aide sociale (hors aide sociale au titre de l'insertion)	215 819	13 853	23 169	10 056	7 394	

* Totalise des mesures d'aides et non des individus : une même personne peut être comptabilisée plusieurs fois si elle bénéficie de plusieurs types d'aide.

** En « droits ouverts ». Il s'agit d'un nombre de mesures d'aide sociale et non d'individus : une même personne peut être comptabilisée plusieurs fois si elle bénéficie de plusieurs types d'aide.



6 HANDICAP ET DÉPENDANCE

	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
	13 829	35 947	11 425	9 529	16 279	9 193	9 650	9 784	1 367 238
	7 907	21 219	5 556	4 987	8 726	3 904	4 600	5 037	719 141
	893	1 768	1 114	760	1 474	692	602	441	116 273
	3 009	10 521	2 341	2 780	4 877	4 328	3 101	3 321	486 244
	1 970	7 257	1 610	1 859	3 142	3 165	1 981	2 250	331 611
	910	2 467	654	669	1 412	1 027	788	895	118 168
	1 078	3 693	1 165	963	1 705	934	1 171	724	157 784
	914	3 262	1 071	684	1 339	893	1 108	635	143 301
	164	431	94	279	366	41	63	89	14 483
	17 916	50 161	14 931	13 272	22 861	14 455	13 922	13 829	2 011 266



DÉPENSES DE L'AIDE SOCIALE DÉPARTEMENTALE POUR L'ANNÉE 2015

Sources : DREES - enquêtes Aide sociale ; CNAF - CCMSA - DARES ; INSEE

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	
DBT (Dépenses brutes totales) d'aide sociale aux personnes âgées	850 357	59 240	90 987	51 912	37 271	
DBT (Dépenses brutes totales) d'Allocation Personnalisée d'Autonomie *	629 451	43 396	64 472	35 857	27 979	
DBT (Dépenses brutes totales) d'aide sociale aux personnes handicapées **	767 988	47 319	92 559	43 837	22 242	
DBT (Dépenses brutes totales) d'aide sociale aux familles et à l'Enfance	645 613	36 597	59 432	16 899	13 206	
DBT liées au RSA, RMI, CUI, CI-RMA, contrats d'avenir et RSA expérimental	861 596	68 980	105 062	19 201	15 727	
Autres dépenses de l'aide sociale - Total brut ***	280 653	4 860	29 102	14 184	9 048	
Dépenses totales nettes d'aide sociale (y c. frais communs et dépenses de personnel) ****	3 158 598	200 328	341 260	129 715	87 316	
Dépenses nettes d'aide sociale (en euros par habitant) *****	nd	565	531	539	731	

* Les dépenses totales brutes d'APA comprennent les dépenses brutes d'APA à domicile et en établissement ainsi que d'autres dépenses d'APA.

** Les dépenses d'ACTP et de PCH pour les personnes de 60 ans ou plus sont intégrées aux dépenses à destination des personnes handicapées.

*** Services communs, autres interventions sociales et dépenses de personnel.

**** Les dépenses nettes sont les dépenses d'aide sociale des départements après déduction des récupérations et recouvrements, mais elles englobent les dépenses prises en charge par l'État par l'intermédiaire de la CNSA et de la TICPE.

***** Dépenses totales nettes des récupérations et recouvrements, y compris les dépenses de personnel, des services communs et autres interventions



6 HANDICAP ET DÉPENDANCE

	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
	62 735	181 987	65 474	60 965	80 027	49 527	53 543	56 689	7 904 062
	50 206	136 920	44 369	41 773	64 120	41 107	34 287	44 965	5 440 446
	41 940	205 553	40 089	44 372	78 101	47 712	41 119	63 145	7 563 577
	41 651	192 438	41 799	45 999	79 188	39 232	43 041	36 131	7 492 978
	59 780	229 689	47 359	57 566	88 064	43 016	70 925	56 227	10 209 267
	26 521	69 771	18 648	14 788	29 665	19 241	24 010	20 815	3 283 430
	224 929	820 614	196 868	204 473	336 715	192 669	209 050	214 661	34 274 384
	548	527	485	612	501	514	477	571	nd



Notes et définitions :

L'allocation aux adultes handicapés (AAH)

Instituée en 1975, l'AAH s'adresse aux personnes handicapées ne pouvant prétendre ni à un avantage vieillesse, ni à une pension d'invalidité ni à une rente d'accident du travail. Le titulaire doit justifier d'un taux d'incapacité d'au moins 80% ou d'au moins 50% si la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH) reconnaît qu'il lui est impossible de travailler en raison de son handicap.

L'allocation personnalisée d'autonomie (APA)

Mise en place en 2002, l'APA est versée aux personnes âgées de 60 ans ou plus qui sont évaluées comme dépendantes d'après la grille Autonomie gérontologique groupe iso-ressources (AGGIR), qu'elles vivent à leur domicile ou qu'elles résident en établissement. Cette prestation permet de financer en partie les différentes aides (humaines et techniques) auxquelles ces personnes ont recours pour compenser leurs difficultés dans la réalisation des actes de la vie quotidienne.

Pour en savoir plus : <http://www.sante.gouv.fr>



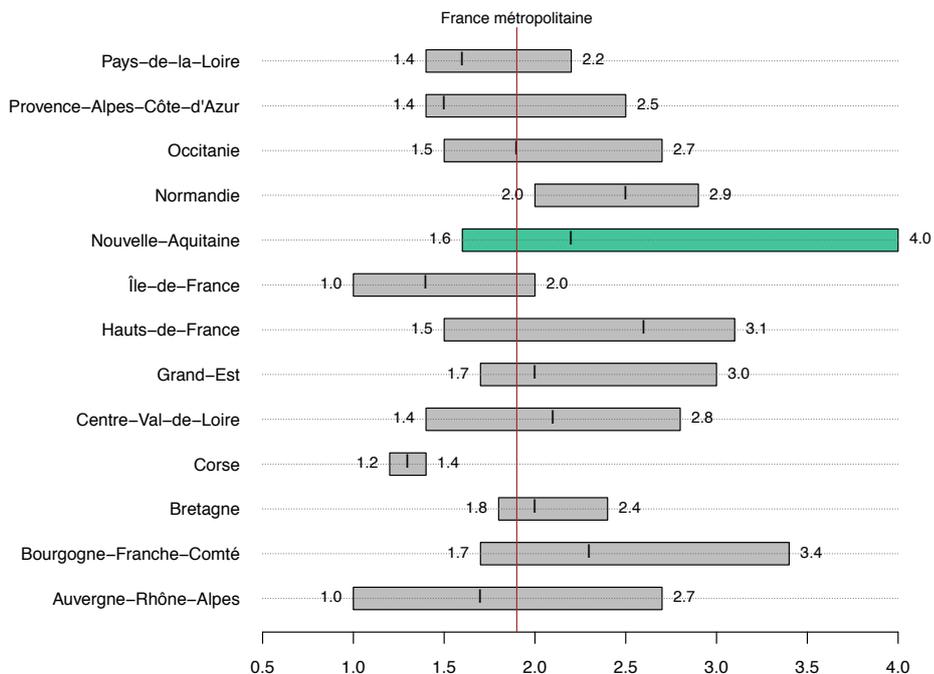
6 HANDICAP ET DÉPENDANCE







Mesures de placements et d'actions éducatives pour 100 jeunes âgés de 0 à 20 ans



source : DREES Enquêtes Aide sociale, INSEE – Recensement de la population 2014

Note de lecture :

En Nouvelle-Aquitaine, il y a eu 2,2 mesures de placements et d'actions éducatives au 31/12/2014 pour 100 jeunes âgés de 0 à 20 ans.

Avec 1,6 mesure pour 100 jeunes, la Charente-Maritime est le département qui en a eu le moins. À l'opposé, le département de la Creuse comptabilisait 4 mesures pour 100 jeunes en 2014



AIDE SOCIALE À L'ENFANCE

Sources : DREES - FINESS, DR(D)JSCS, INSEE - Estimation de population au 01/01/2015

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	
Protection de l'enfance au 31 décembre 2015						
Nombre de places d'accueil mère-enfant	327	10	0	0	0	
Nombre de places en pouponnières à caractère social	12	0	0	0	0	
Nombre de places en foyers de l'enfance	872	52	121	30	30	
Nombre de places en maisons d'enfants à caractère social	4 253	170	317	123	23	
Nombre de places en structures intermédiaires de placement social	0	0	0	0	0	
Lieux de vie et d'accueil	706	24	74	3	66	
Villages d'enfants	0	0	0	0	0	
Taux d'équipement *	4,7	3,4	3,8	3,2	5,3	
Aide sociale à l'enfance au 1er janvier 2015						
Nombre d'enfants confiés à l'Aide sociale à l'enfance **	12 452	879	1 279	428	352	
Nombre de placements directs par un juge ***	1 910	56	169	91	29	
Nombre d'actions éducatives à domicile (AED) **	4 879	274	120	291	178	
Nombre d'actions éducatives en milieu ouvert (AEMO) **	10 607	406	757	453	370	
Taux de mesures ASE (Aide sociale à l'enfance) ****	2,2	2,0	1,6	2,5	4,0	

* Nombre de places en établissement d'aide sociale à l'enfance pour 1000 jeunes de 0 à 20 ans

** Estimation pour le total France Métropolitaine et pour certains départements hors Nouvelle-Aquitaine

*** Estimation pour le département des Deux-Sèvres, pour certains autres départements hors Nouvelle-Aquitaine, et pour le total France Métropolitaine

**** Nombre de mesures de placements et d'actions éducatives au 31/12/2014 pour 100 jeunes âgés de 0 à 20 ans



7 PROTECTION DE L'ENFANCE

	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
	0	109	64	18	20	9	20	77	4 941
	0	0	0	0	0	0	0	12	853
	62	271	44	48	36	83	58	37	10 478
	596	1 005	179	494	790	151	221	184	43 973
	0	0	0	0	0	0	0	0	239
	30	66	42	87	50	131	78	55	2 601
	0	0	0	0	0	0	0	0	1 282
	8,2	4,0	3,7	8,9	6,2	4,3	3,7	4,5	4,1
	870	3 251	1 036	621	1 256	805	1 038	637	140 287
	177	428	76	282	386	41	63	112	14 756
	311	1 629	420	177	423	516	305	235	48 072
	575	3 323	706	798	1 511	488	522	698	106 224
	2,2	2,2	2,4	2,5	2,4	2,1	1,8	1,9	1,9



PLACES D'ACCUEIL DES ENFANTS D'ÂGE PRÉ-SCOLAIRE, AGRÉÉES PAR LA PROTECTION MATERNELLE INFANTILE (PMI)

Sources : DREES - Statistiques départementales des conseils généraux, IRCEM

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	
Places agréées en accueil collectif au 31/12/2014						
Crèches collectives (y compris parentales)	1 062	0	54	12	0	
Haltes garderies	921	124	169	12	14	
Jardins d'enfants	98	0	0	0	0	
Jardins d'éveil	12	0	0	0	0	
Multi-accueil	21 075	1 056	1 587	757	278	
Taux d'équipement en accueil collectif *	131,6	113,9	103,0	123,8	104,7	
Places agréées en accueil familial au 31/12/2014						
Places	4 344	367	172	235	27	
Enfants inscrits						
Personnes salariées employées par des particuliers (2ème trimestre 2014)						
Assistantes maternelles	27 788	1 662	3 285	880	467	
Garde d'enfants à domicile	3 550	148	307	83	33	

* Nombre de places agréées par la PMI pour 1000 enfants nés au cours des 3 dernières années



7 PROTECTION DE L'ENFANCE

	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
	0	800	0	68	0	119	9	0	81 696
	15	265	81	115	0	85	41	0	22 026
	0	0	16	0	68	14	0	0	8 504
	12	0	0	0	0	0	0	0	144
	1 260	6 569	1 074	1 311	3 265	918	1 450	1 550	245 021
	121,8	151,0	100,9	148,6	173,5	96,1	106,6	138,4	157,2
	190	2 011	234	155	622	30	155	146	52 731
									77 107
	1 456	7 613	1 798	1 198	2 550	2 476	2 665	1 738	318 307
	162	1 456	211	110	363	209	284	184	71 784



Notes et définitions :

L'aide sociale à l'enfance

L'aide sociale à l'enfance est, depuis les Lois de décentralisation de 1983, un service du Département, placé sous l'autorité du président du Conseil départemental et dont la mission essentielle est de venir en aide aux enfants et à leur famille par des actions de prévention individuelle ou collective, de protection et de lutte contre la maltraitance.

Lorsqu'un mineur ne peut être maintenu dans sa famille, l'aide sociale à l'enfance est chargée de répondre à l'ensemble de ses besoins. Il est alors accueilli soit dans une famille d'accueil agréée soit dans un établissement d'enfants à caractère social.

Pour en savoir plus :
<http://www.drees.sante.gouv.fr>



7 PROTECTION DE L'ENFANCE

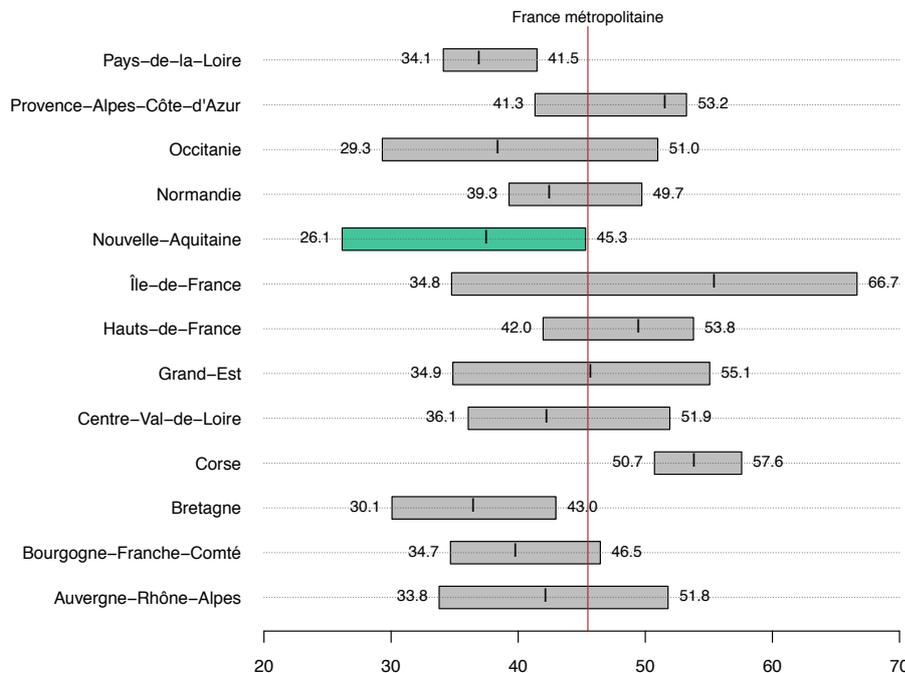






Décohabitation des 20-24 ans Proportion des 20-24 ans vivant chez leurs parents

France métropolitaine



source : INSEE – Recensement de la population 2014

Note de lecture :

En France métropolitaine, 45,5 % des jeunes âgés de 20 à 24 ans vivent chez leurs parents.

Cette proportion est supérieure à celle de Nouvelle-Aquitaine (37,5 % en moyenne) et aux proportions calculées dans tous les départements de la région.

ACCUEILS COLLECTIFS DE MINEURS SANS HÉBERGEMENT

Source : MVJS-DJEPVA-INJEP-MEOS, fichiers SIAM (Système d'Information relatif aux Accueils de Mineurs) ; Estimations au 1er décembre 2016

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse
Structures d'accueils ayant au moins une période d'activité dans l'année *	3 615	153	419	87	53
Nombre de structures d'accueils de loisirs	3 605	149	419	86	53
Nombre de structures d'accueils de jeunes	27	12	1	2	0
Nombre de structures déclarées					
le mercredi	206	11	4	0	4
le samedi	228	17	48	3	1
un autre jour de la semaine	187	16	33	2	2
en périscolaire	3 126	129	378	79	38
au cours des congés scolaires de la Toussaint	1 456	75	187	57	28
au cours des congés scolaires de Noël	732	54	73	37	14
au cours des congés scolaires d'hiver	1 473	75	182	57	26
au cours des congés scolaires de printemps	1 503	81	182	57	30
au cours du mois de juillet	1 604	86	195	58	28
au cours du mois d'août	1 317	72	159	56	27
Nombre de places ouvertes					
le mercredi	9 065	422	208	0	87
le samedi	5 609	369	1 178	48	19
un autre jour de la semaine	5 044	419	864	28	34
en périscolaire	284 813	10 722	34 347	9 107	3 566
au cours des congés scolaires de la Toussaint	69 361	3 379	7 799	2 639	890
au cours des congés scolaires de Noël	30 235	1 718	2 577	1 549	335
au cours des congés scolaires d'hiver	67 780	3 234	7 411	2 488	857
au cours des congés scolaires de printemps	68 593	3 309	7 482	2 393	949
au cours du mois de juillet	95 386	4 709	10 146	3 219	1 179
au cours du mois d'août	70 770	3 506	7 543	2 600	1 045

* Les accueils de loisirs s'adressent à l'ensemble des mineurs d'âge scolaire tandis que les accueils de jeunes, beaucoup moins nombreux, s'adressent exclusivement à des mineurs âgés de 14 ans ou plus.



	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
	335	1 001	353	203	324	288	272	127	36 354
	335	1 001	353	202	324	284	272	127	36 090
	0	0	0	1	1	9	0	1	594
	3	21	10	8	13	93	4	35	5 482
	6	60	17	4	27	21	18	6	2 769
	2	57	10	7	16	24	10	8	2 132
	303	887	332	182	282	197	235	84	28 208
	92	416	98	70	149	104	107	73	16 099
	46	231	21	39	58	39	85	35	8 542
	94	427	99	66	154	103	118	72	16 284
	94	430	98	71	156	106	124	74	16 445
	97	450	111	77	170	128	126	78	17 801
	94	338	88	69	142	87	119	66	12 912
	96	1 282	495	450	490	3 563	142	1 830	248 669
	126	1 869	376	88	688	424	312	112	82 294
	48	1 498	254	253	708	447	332	159	73 475
	22 630	97 633	28 397	14 705	28 016	10 347	15 963	9 380	2 943 655
	3 771	22 173	4 597	4 036	7 806	3 839	4 419	4 013	832 072
	1 619	11 351	752	1 878	2 772	1 172	2 728	1 784	411 253
	3 689	21 588	4 520	3 703	8 055	3 737	4 561	3 937	814 421
	3 788	21 258	4 534	3 881	8 355	3 923	4 726	3 995	817 578
	4 875	28 134	7 199	5 317	12 019	6 728	6 500	5 361	1 172 968
	4 143	19 460	5 393	4 683	9 284	3 825	5 235	4 053	746 212

ACCUEILS COLLECTIFS DE MINEURS SANS HÉBERGEMENT SELON LA TRANCHE D'ÂGE

Source : MVJS-DJEPVA-INJEP-MEOS, fichiers SIAM (Système d'Information relatif aux Accueils de Mineurs) ; Estimations au 1er décembre 2016

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	
Nombre de places ouvertes pour enfants de moins de 6 ans						
le mercredi	3 140	116	66	0	20	
le samedi	258	20	156	0	0	
un autre jour de la semaine	537	45	92	0	0	
en périscolaire	98 355	3 605	12 105	2 913	1 283	
au cours des congés scolaires de la Toussaint	23 360	1 143	2 648	1 006	271	
au cours des congés scolaires de Noël	10 415	530	885	586	112	
au cours des congés scolaires d'hiver	22 970	1 056	2 512	899	271	
au cours des congés scolaires de printemps	23 133	1 065	2 531	886	279	
au cours du mois de juillet	30 751	1 556	3 172	1 175	320	
au cours du mois d'août	23 480	1 160	2 475	978	287	
Nombre de places ouvertes pour enfants de 6 à 11 ans						
le mercredi	4 487	184	115	0	28	
le samedi	1 550	103	368	12	2	
un autre jour de la semaine	1 531	103	265	0	5	
en périscolaire	178 178	6 692	21 164	5 954	2 235	
au cours des congés scolaires de la Toussaint	34 467	1 683	3 902	1 337	462	
au cours des congés scolaires de Noël	14 308	736	1 285	791	164	
au cours des congés scolaires d'hiver	33 261	1 578	3 723	1 321	454	
au cours des congés scolaires de printemps	33 596	1 598	3 755	1 250	484	
au cours du mois de juillet	47 900	2 306	5 196	1 665	654	
au cours du mois d'août	35 351	1 755	3 818	1 307	578	
Nombre de places ouvertes pour jeunes de 12 à 17 ans						
le mercredi	1 438	122	27	0	39	
le samedi	3 801	246	654	36	17	
un autre jour de la semaine	2 976	271	507	28	29	
en périscolaire	8 280	425	1 078	240	48	
au cours des congés scolaires de la Toussaint	11 534	553	1 249	296	157	
au cours des congés scolaires de Noël	5 512	452	407	172	59	
au cours des congés scolaires d'hiver	11 549	600	1 176	268	132	
au cours des congés scolaires de printemps	11 864	646	1 196	257	186	
au cours du mois de juillet	16 735	847	1 778	379	205	
au cours du mois d'août	11 939	591	1 250	315	180	



	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
	20	563	144	107	118	1 346	40	600	77 087
	0	40	10	0	32	0	0	0	4 132
	0	24	20	72	203	15	60	6	12 099
	7 416	32 449	10 522	5 342	10 424	3 442	5 609	3 245	1 087 448
	1 349	7 359	1 583	1 442	2 672	1 171	1 427	1 289	282 972
	593	4 002	222	741	860	371	904	609	139 457
	1 292	7 367	1 557	1 353	2 723	1 172	1 504	1 264	278 145
	1 324	7 212	1 626	1 377	2 792	1 216	1 556	1 269	278 787
	1 567	9 401	2 416	1 787	3 681	2 068	1 984	1 624	382 207
	1 412	6 591	1 914	1 577	3 008	1 159	1 682	1 237	250 304
	28	689	244	227	220	1 802	78	872	117 218
	31	624	91	10	122	48	121	18	22 813
	0	449	70	81	305	49	155	49	24 564
	14 940	62 105	17 277	9 076	16 384	6 899	9 531	5 921	1 784 875
	1 987	11 153	2 255	1 986	3 762	1 843	2 061	2 036	414 977
	769	5 537	369	818	1 236	575	1 123	905	195 359
	1 910	10 728	2 183	1 769	3 770	1 868	2 022	1 935	402 132
	1 949	10 548	2 150	1 865	3 983	1 952	2 095	1 967	401 936
	2 578	14 169	3 582	2 493	5 994	3 482	3 135	2 646	600 917
	2 177	9 633	2 677	2 257	4 565	2 018	2 522	2 044	375 125
	48	30	107	116	152	415	24	358	54 364
	95	1 205	275	78	534	376	191	94	55 349
	48	1 025	164	100	200	383	117	104	36 812
	274	3 079	598	287	1 208	6	823	214	71 332
	435	3 661	759	608	1 372	825	931	688	134 123
	257	1 812	161	319	676	226	701	270	76 437
	487	3 493	780	581	1 562	697	1 035	738	134 144
	515	3 498	758	639	1 580	755	1 075	759	136 855
	730	4 564	1 201	1 037	2 344	1 178	1 381	1 091	189 844
	554	3 236	802	849	1 711	648	1 031	772	120 783

ACCUEILS COLLECTIFS DE MINEURS AVEC HÉBERGEMENT (SÉJOURS ET NOMBRE DE JOURNÉES)

Sources : MVJS-DJEPVA-MEOS - Données estimées à partir des déclarations issues des fichiers SIAM (Système d'Information relatif aux Accueils de Mineurs) ; Année scolaire 2015/2016 ; Estimations au 1er décembre 2016

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse
Ensemble des séjours	6 998	163	885	365	81
Séjours de vacances non spécifiques d'au moins 5 jours	3 310	40	470	183	46
Séjours courts (séjours non spécifiques de moins de cinq jours)	533	7	52	13	1
Séjours spécifiques (sportifs, linguistiques, artistiques ou culturels, rencontres européennes de jeunes, chantiers de bénévoles)	474	19	40	35	5
Dont nombre de séjours de cinq jours ou plus	311	13	26	13	3
Séjours "activité accessoire" aux accueils de loisirs ou aux accueils de jeunes (mini-séjours) (2) **	2 681	97	323	134	29
Dont nombre de séjours de cinq jours ou plus	617	25	119	28	7
Nombre de journées	44 281	1 027	6 255	2 556	649
Séjours de vacances non spécifiques d'au moins 5 jours	31 191	526	4 707	1 912	530
Séjours courts (séjours non spécifiques de moins de cinq jours)	1 669	25	180	44	4
Séjours spécifiques (sportifs, linguistiques, artistiques ou culturels, rencontres européennes de jeunes, chantiers de bénévoles)	2 817	159	216	174	19
Séjours "activité accessoire" aux accueils de loisirs ou aux accueils de jeunes (mini-séjours) (2) **	8 604	317	1 152	426	96
Nombre de journées Enfants	1 476 235	26 652	193 239	83 710	21 811
Séjours de vacances non spécifiques d'au moins 5 jours	1 221 282	17 248	166 635	72 312	19 840
Séjours courts (séjours non spécifiques de moins de cinq jours)					
Séjours spécifiques (sportifs, linguistiques, artistiques ou culturels, rencontres européennes de jeunes, chantiers de bénévoles)	86 451	3 777	5 681	4 093	445
Séjours "activité accessoire" aux accueils de loisirs ou aux accueils de jeunes (mini-séjours) (2) **	137 696	5 333	17 836	6 514	1 474

Les séjours sont ceux organisés hors du temps scolaire. Les séjours dans une famille et les séjours organisés dans le cadre des accueils de scoutisme ne font pas partie du champ.

* Un mineur est comptabilisé autant de fois que le nombre de séjours auquel il participe dans l'année.



	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
	388	1 203	1 057	383	896	430	837	310	53 125
	167	638	621	132	437	155	281	140	23 903
	15	66	64	12	80	38	177	8	3 547
	18	135	73	27	68	14	28	12	3 376
	11	90	63	22	46	4	17	3	2 350
	188	364	299	212	311	223	351	150	22 299
	38	80	58	16	57	80	92	17	5 924
	2 657	7 748	7 090	2 248	5 892	2 113	4 108	1 938	325 953
	1 919	5 583	5 408	1 442	4 209	1 161	2 352	1 442	220 133
	46	196	213	42	273	122	497	27	10 991
	98	792	493	181	431	51	158	45	20 619
	594	1 177	976	583	979	779	1 101	424	74 210
	92 856	286 910	257 289	78 358	187 374	48 341	132 116	67 579	10 425 537
	79 762	238 002	219 625	63 704	156 248	31 961	97 951	57 994	8 308 709
									220 211
	2 427	28 405	18 069	4 914	11 115	1 282	5 194	1 049	600 823
	9 286	17 411	16 317	9 114	15 418	13 196	17 920	7 877	1 295 794

** Les séjours «activité accessoire» sont organisés dans le cadre des accueils de loisirs ou des accueils de jeunes dont l'activité se déroule habituellement sans hébergement. La durée de ces séjours ne peut dépasser cinq jours

ACCUEILS COLLECTIFS DE MINEURS AVEC HÉBERGEMENT (NOMBRE DE DÉPARTS DE MINEURS EN SÉJOURS)

Sources : MVJS-DJEPVA-MEOS - Données estimées à partir des déclarations issues des fichiers SIAM (Système d'Information relatif aux Accueils de Mineurs) ; Année scolaire 2015/2016 ; Estimations au 1er décembre 2016

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse
Effectifs de départs de mineurs	187 322	3 482	21 737	9 719	2 086
Séjours de vacances non spécifiques d'au moins 5 jours	120 164	1 201	14 847	6 705	1 536
Séjours courts (séjours non spécifiques de moins de cinq jours)	10 185	84	903	228	13
Séjours spécifiques (sportifs, linguistiques, artistiques ou culturels, rencontres européennes de jeunes, chantiers de bénévoles)	14 123	555	984	805	101
Séjours "activité accessoire" aux accueils de loisirs ou aux accueils de jeunes (mini-séjours) (2) **	42 850	1 642	5 003	1 981	436
Effectifs de départs de mineurs de moins de 6 ans	6 118	203	556	305	25
Séjours de vacances non spécifiques d'au moins 5 jours	1 065	13	129	73	0
Séjours courts (séjours non spécifiques de moins de cinq jours)	248	4	32	10	0
Séjours spécifiques (sportifs, linguistiques, artistiques ou culturels, rencontres européennes de jeunes, chantiers de bénévoles)	10	0	0	0	0
Séjours "activité accessoire" aux accueils de loisirs ou aux accueils de jeunes (mini-séjours) (2) **	4 795	186	395	222	25
Effectifs de départs de mineurs de moins de 6 à 11 ans	84 073	1 897	10 995	5 146	1 073
Séjours de vacances non spécifiques d'au moins 5 jours	50 256	607	7 062	3 554	820
Séjours courts (séjours non spécifiques de moins de cinq jours)	4 014	48	447	121	13
Séjours spécifiques (sportifs, linguistiques, artistiques ou culturels, rencontres européennes de jeunes, chantiers de bénévoles)	3 641	121	211	232	6
Séjours "activité accessoire" aux accueils de loisirs ou aux accueils de jeunes (mini-séjours) (2) **	26 162	1 121	3 275	1 239	234
Effectifs de départs de mineurs de moins de 12 à 17 ans	97 131	1 382	10 186	4 268	988
Séjours de vacances non spécifiques d'au moins 5 jours	68 843	581	7 656	3 078	716
Séjours courts (séjours non spécifiques de moins de cinq jours)	5 923	32	424	97	0
Séjours spécifiques (sportifs, linguistiques, artistiques ou culturels, rencontres européennes de jeunes, chantiers de bénévoles)	10 472	434	773	573	95
Séjours "activité accessoire" aux accueils de loisirs ou aux accueils de jeunes (mini-séjours) (2) **	11 893	335	1 333	520	177

Les séjours sont ceux organisés hors du temps scolaire. Les séjours dans une famille et les séjours organisés dans le cadre des accueils de scoutisme ne font pas partie du champ.

* Un mineur est comptabilisé autant de fois que le nombre de séjours auquel il participe dans l'année.



	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
	10 149	36 831	32 137	9 741	22 015	8 631	21 779	9 015	1 385 456
	6 348	25 840	23 748	5 545	13 922	3 862	10 983	5 627	824 775
	415	1 041	1 023	175	1 423	596	4 088	196	72 479
	479	4 611	2 385	760	1 742	405	956	340	97 110
	2 907	5 339	4 981	3 261	4 928	3 768	5 752	2 852	391 092
	299	1 295	645	460	638	615	660	417	59 967
	8	547	61	0	15	18	201	0	17 220
	3	61	67	8	21	17	25	0	3 079
	0	10	0	0	0	0	0	0	17
	288	677	517	452	602	580	434	417	39 651
	5 715	13 352	10 183	5 729	9 064	5 254	10 369	5 296	686 887
	3 580	8 546	6 461	3 225	5 208	2 357	5 474	3 362	389 182
	56	425	374	115	536	371	1 412	96	28 369
	101	1 555	426	270	456	66	172	25	22 135
	1 978	2 826	2 922	2 119	2 864	2 460	3 311	1 813	247 201
	4 135	22 184	21 309	3 552	12 313	2 762	10 750	3 302	638 602
	2 760	16 747	17 226	2 320	8 699	1 487	5 308	2 265	418 373
	356	555	582	52	866	208	2 651	100	41 031
	378	3 046	1 959	490	1 286	339	784	315	74 958
	641	1 836	1 542	690	1 462	728	2 007	622	104 240

** Les séjours «activité accessoire» sont organisés dans le cadre des accueils de loisirs ou des accueils de jeunes dont l'activité se déroule habituellement sans hébergement. La durée de ces séjours ne peut dépasser cinq jours

CLASSES D'ÂGE ET COHABITATION FAMILIALE

Sources : INSEE - RP2013 exploitation complémentaire, INSEE - Estimations localisées de population 2015

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	
Garçons (moins de 25 ans)	823 875	47 791	84 626	31 290	14 193	
dont moins de 15 ans	500 097	29 788	51 752	18 755	8 688	
dont moins de 20 ans	667 667	39 239	69 722	25 765	11 704	
dont 15 - 24 ans	323 778	18 003	32 874	12 535	5 505	
Filles (moins de 25 ans)	786 873	44 275	79 560	28 187	12 879	
dont moins de 15 ans	475 005	27 630	49 341	17 931	8 117	
dont moins de 20 ans	634 333	36 521	65 368	23 486	10 761	
dont 15 - 24 ans	311 868	16 645	30 219	10 256	4 762	
Proportion des jeunes de moins de 25 ans dans la population générale	27,3%	26,0%	25,7%	24,9%	22,7%	
Cohabitation familiale des jeunes de 20 à 24 ans en 2013						
Proportion des jeunes de 20 à 24 ans vivant chez leurs parents	37,5%	39,8%	38,1%	41,7%	41,5%	
Dont, garçons de 20 à 24 ans vivant chez leurs parents	45,0%	48,9%	45,7%	48,9%	49,1%	
Dont filles de 20 à 24 ans vivant chez leurs parents	30,0%	30,2%	30,2%	33,7%	33,1%	



	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
	51 626	233 210	53 824	45 015	91 127	53 176	65 734	52 263	9 879 738
	32 414	136 355	34 659	28 492	55 173	34 605	38 427	30 989	6 033 231
	43 125	183 804	45 199	37 283	73 926	44 894	51 692	41 314	7 980 083
	19 212	96 855	19 165	16 523	35 954	18 571	27 307	21 274	3 846 507
	48 677	228 960	50 650	42 476	85 964	49 980	64 271	50 994	9 471 440
	30 964	129 438	33 105	26 748	52 614	32 777	36 625	29 715	5 751 424
	40 804	177 144	42 837	35 166	70 144	42 165	49 864	40 073	7 608 963
	17 713	99 522	17 545	15 728	33 350	17 203	27 646	21 279	3 720 016
	24,0%	30,0%	25,8%	26,2%	26,4%	27,7%	30,0%	27,5%	30,1%
	43,4%	35,5%	43,7%	43,7%	45,3%	37,1%	26,1%	32,2%	45,5%
	52,3%	42,2%	51,2%	53,6%	51,4%	46,7%	32,9%	39,5%	53,1%
	34,0%	29,3%	35,3%	33,3%	38,8%	27,0%	19,7%	25,2%	38,0%

MORBIDITÉ, MORTALITÉ ET CONDUITES À RISQUES

Sources : DREES - SAE, DREES - PMSI, INSERM - CépîDc, OFDT - Enquête ESCAPAD 2015, ERASME (CNAM-TS)

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	
Consommation de tabac à 17 ans (au moins une cigarette par jour)						
Proportion de garçons qui consomment quotidiennement du tabac	nd	nd	nd	nd	nd	
Proportion de filles qui consomment quotidiennement du tabac	nd	nd	nd	nd	nd	
Consommation d'alcool à 17 ans (au moins dix usages dans le mois)						
Proportion de garçons qui consomment régulièrement de l'alcool	nd	nd	nd	nd	nd	
Proportion de filles qui consomment régulièrement de l'alcool	nd	nd	nd	nd	nd	
Consommation de cannabis à 17 ans (au moins dix usages dans le mois)						
Proportion de garçons qui consomment régulièrement du cannabis	nd	nd	nd	nd	nd	
Proportion de filles qui consomment régulièrement du cannabis	nd	nd	nd	nd	nd	
Taux de recours à l'IVG des mineures (pour 1 000 femmes de 15 à 17 ans) en 2015	7,3	nd	nd	nd	nd	
Décès des jeunes de 15 à 24 ans (2011-2012-2013) toutes causes confondues	745	nd	nd	nd	nd	
dont par accident de la circulation	224	nd	nd	nd	nd	
dont par suicide	126	nd	nd	nd	nd	

** Taux de recours à l'IVG des mineures = Nombre de jeunes femmes de 15 à 17 ans ayant eu recours à une interruption volontaire de grossesse, sur 1 000 jeunes femmes de la même classe d'âge



	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	33,0%
	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	31,9%
	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	17,5%
	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	6,8%
	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	12,5%
	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	5,8%
	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	7,6
	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	8 187
	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	2 283
	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	1 382

SCOLARITÉ

Sources : DREES - Indicateurs sociaux départementaux, MENESR-DEPP - système d'information SCOLARITE et enquête n°16 auprès des établissements privés hors contrat, DSN

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	
Jeunes de 17 ans ayant de faibles capacités ou de grosses difficultés en lecture en 2015	9,1%	12,4%	8,9%	8,9%	10,4%	
Jeunes non diplômés parmi les 20-24 ans non inscrits en établissement scolaire en 2013	18,2%	19,5%	18,9%	17,7%	18,9%	
Part des diplômés de l'enseignement supérieur parmi les 25-34 ans non inscrits en établissement scolaire en 2013	39,6%	34,2%	34,6%	35,8%	32,4%	
Taux des retards de 2 ans et plus en 3ème (année 2015-2016)	1,3%	1,8%	1,2%	1,4%	0,9%	
Élèves entrant en 6ème avec au moins un an de retard à la rentrée 2015	9,2%	10,9%	9,4%	9,2%	13,0%	
Élèves demi-pensionnaires et internes dans le second degré en 2014 *						
Dans l'ensemble des établissements	nd	83,3%	86,1%	81,4%	87,7%	
Dans les établissements en ZUS	nd	77,9%	55,1%	nd	nd	
Dans les établissements hors ZUS	nd	84,0%	86,8%	81,4%	87,7%	
Taux de scolarisation des enfants de deux ans (Rentrée 2015-2016) *	9,8%	16,5%	7,4%	20,4%	18,0%	

* Indicateurs de suivi du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale



	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
	8,7%	8,6%	7,8%	10,8%	7,5%	11,2%	9,5%	9,1%	8,7%
	20,5%	18,4%	17,4%	22,1%	14,3%	17,0%	16,7%	19,1%	19,9%
	31,0%	44,7%	35,8%	31,9%	45,2%	37,1%	42,1%	41,1%	43,3%
	1,2%	0,8%	1,1%	1,4%	1,4%	2,1%	1,6%	2,2%	1,4%
	9,7%	7,8%	8,7%	9,5%	8,9%	9,8%	10,2%	10,0%	9,8%
	86,5%	80,0%	90,8%	83,1%	86,0%	83,6%	85,6%	82,5%	71,1%
	nd	69,2%	86,4%	69,6%	68,8%	83,4%	78,5%	nd	49,6%
	86,5%	80,9%	90,9%	83,4%	86,6%	83,6%	86,2%	82,5%	72,6%
	16,7%	5,7%	8,6%	13,3%	10,8%	11,2%	7,1%	9,7%	nd

FORMATION ET ACTIVITÉ

Sources : INSEE - Recensement de la population 2013, DARES - Extrapro (base de gestion informatisée des contrats de professionnalisation ; calculs DARES)

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse
Formation et activité des filles en 2013					
Part des filles de 15 à 19 ans élèves, étudiants ou stagiaires	81,3%	79,7%	77,6%	81,3%	79,2%
Part des filles de 15 à 19 ans en emploi, y compris en apprentissage	9,3%	9,5%	11,0%	10,9%	9,2%
Part des filles de 20 à 24 ans élèves, étudiants ou stagiaires	28,9%	16,7%	21,4%	18,2%	15,0%
Part des filles de 20 à 24 ans en emploi, y compris en apprentissage	46,8%	51,4%	50,0%	55,1%	56,1%
Formation et activité des garçons en 2013					
Part des garçons de 15 à 19 ans élèves, étudiants ou stagiaires	73,1%	69,5%	69,6%	70,9%	69,3%
Part des garçons de 15 à 19 ans en emploi, y compris en apprentissage	16,6%	18,9%	19,0%	20,3%	19,6%
Part des garçons de 20 à 24 ans élèves, étudiants ou stagiaires	23,3%	12,2%	19,4%	13,5%	12,1%
Part des garçons de 20 à 24 ans en emploi, y compris en apprentissage	53,7%	62,3%	55,4%	63,8%	60,5%
Contrats d'apprentissage, de professionnalisation, et contrats aidés en 2015					
Entrées de jeunes de moins de 26 ans en contrat d'apprentissage	24 833	1 695	3 128	1 062	299
Entrées de jeunes de moins de 26 ans en contrat de professionnalisation	9 482	308	861	251	78
Entrées de jeunes de moins de 26 ans en CUI-CAE *	2 443	188	193	47	28
Entrées de jeunes de moins de 26 ans en CUI-CIE *	2 518	164	162	31	18
Emplois d'avenir marchands	1 716	135	238	97	37
Emplois d'avenir non marchands **	3 206	270	337	141	80
Taux d'insertion dans l'emploi					
Taux de sortie en emploi durable des bénéficiaires de CUI-CIE en 2013 ***	61,1%	nd	nd	nd	nd
Taux de sortie en emploi durable des bénéficiaires de CUI-CAE en 2013 ***	23,3%	nd	nd	nd	nd

CUI : Contrat Unique d'Insertion ; CAE : Contrat d'Accompagnement dans l'emploi ; CIE : Contrat Initiative Emploi

* Entrées initiales en contrat aidé

** Inclut les emplois d'avenir professeurs



	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
	79,3%	82,5%	81,5%	79,9%	84,8%	79,4%	81,6%	81,9%	82,1%
	10,1%	8,6%	8,0%	9,6%	8,0%	10,9%	9,6%	9,0%	8,9%
	15,0%	39,1%	13,9%	17,1%	28,8%	13,7%	36,2%	35,8%	28,8%
	51,0%	40,9%	53,9%	51,7%	48,5%	57,9%	43,7%	44,2%	47,4%
	68,7%	75,7%	73,6%	70,8%	76,9%	68,5%	74,1%	76,1%	74,7%
	19,5%	13,7%	16,3%	17,9%	15,2%	22,5%	16,9%	13,8%	14,9%
	10,5%	32,1%	10,8%	12,1%	24,1%	9,9%	31,4%	30,2%	24,1%
	58,7%	47,2%	62,4%	59,6%	55,2%	66,3%	48,3%	48,4%	52,4%
	1 907	6 163	1 306	1 540	2 465	1 916	2 140	1 212	278 395
	396	3 694	486	463	1 114	678	574	577	138 228
	180	746	160	236	283	99	169	114	27 765
	209	840	229	245	298	92	159	71	24 355
	90	535	81	115	133	75	96	84	17 124
	277	709	180	267	252	172	301	220	32 484
	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd

FONDS D'AIDE À LA JEUNESSE, SERVICE CIVIQUE, MISSIONS LOCALES, PAIO

Sources : DREES - enquête FAJ 2014, DARES - Parcours 3, DJEPVA, - Agence du service civique (Base ELISA - ASP, traitements ASC-DJEPVA)

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	
Budget du Fonds d'Aide à la Jeunesse (FAJ) en 2013	2 789 620 €	221 573 €	nd	103 490 €	32 800 €	
Montant des aides individuelles attribuées	2 321 007 €	221 573 €	nd	98 562 €	32 800 €	
Nombre d'aides individuelles attribuées *	16 640	4 912	nd	1 283	188	
Montant moyen de l'aide individuelle attribuée	139,5	45,1	nd	76,8	174,5	
Nombre de bénéficiaires du FAJ	7 669	1 297	nd	nd	136	
Entrées de jeunes de 16 à 25 ans dans le dispositif du Service Civique	3 820	293	385	166	70	
Jeunes en premier accueil dans les réseaux des missions locales et PAIO **	42 858	2 538	4 957	1 862	556	
Taux de premier recours à une Mission Locale ou à un PAIO ***	6,8	7,5	8,0	8,3	5,6	

* Le nombre d'aides attribuées dans l'année est différent du nombre de jeunes aidés ; un jeune peut avoir bénéficié de plusieurs aides au cours de la même année

** PAIO = Permanences d'accueils, d'information et d'orientation. Données provisoires à fin décembre 2015 pour le niveau régional et métropolitain ; estimations de la DRDJSCS pour le niveau départemental

*** Proportion des jeunes 16 - 25 ans accueillis pour la première fois par les missions locales ou les PAIO



	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
	119 397 €	760 000 €	271 870 €	134 000 €	542 368 €	157 682 €	211 000 €	235 439 €	32 849 231 €
	102 517 €	663 433 €	200 152 €	106 957 €	504 288 €	98 302 €	119 045 €	173 377 €	25 816 581 €
	463	2 440	664	883	2 443	850	1 003	1 511	138 152
	221,4	271,9	301,4	121,1	206,4	115,6	118,7	114,7	186,9
	434	1 891	567	699	1 481	440	724	nd	81 576
	219	949	132	292	389	157	433	335	34 118
	3 256	12 279	2 644	2 812	4 096	2 762	3 047	2 139	455 426
	9,1	6,2	7,4	8,9	6,0	8,0	5,5	5,0	6,1

Notes et définitions :

Consommations de produits psycho-actifs des jeunes français

L'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT) est un organisme public chargé du recueil, de l'analyse et de la synthèse des données relatives aux drogues illicites, à l'alcool, au tabac et aux jeux de hasard et d'argent en France.

L'enquête déclarative ESCAPAD, sous la forme d'un questionnaire proposé à l'ensemble des jeunes présents lors de la Journée Défense et Citoyenneté (JDC), est mise en œuvre par l'OFDT depuis 2000 en partenariat avec la Direction du service national. Elle renseigne sur les niveaux d'usage et les évolutions en termes de produits et de modalités de consommation.

Pour en savoir plus : <http://www.ofdt.fr>

Le Service Civique

Le service civique est un dispositif d'encouragement à l'engagement de citoyenneté et de soutien public à celle-ci. Il est entré en vigueur en 2010 et a pour objectif de renforcer la cohésion nationale et de favoriser la mixité sociale. Il offre la possibilité aux jeunes de 16 à 25 ans de s'engager pour une durée de 6 à 12 mois dans une mission d'intérêt général dans neuf domaines différents, reconnus prioritaires pour la Nation : éducation, solidarité, santé, culture et loisirs,

environnement, développement international et humanitaire, mémoire et citoyenneté, sports, intervention d'urgence en cas de crise. Depuis août 2015, le service civique est élargi à 30 ans pour les jeunes en situation de handicap.

Selon l'âge de chacun, le service civique est constitué de deux formes :

- « l'engagement de service civique » : d'une durée de six à douze mois destiné aux jeunes âgés de 16 à 25 ans (30 ans pour les personnes en situation de handicap, depuis août 2015), principalement financé par l'État ;

- « le volontariat de service civique » également dénommé « volontariat associatif » : d'une durée pouvant atteindre les deux ans, il est ouvert à partir de l'âge de 26 ans et sans limite au-delà ; le soutien financier de l'État porte principalement sur un ensemble de cotisations sociales.

Ces deux formes sont ouvertes à tous les Européens communautaires. Elles le sont également aux Européens non communautaires et aux non-Européens en situation de séjour régulier en France depuis au moins un an.

Les associations et les collectivités locales ainsi que divers secteurs d'action d'intérêt général, tels que les services d'incendie et de secours, sont les principaux organismes et secteurs d'ac-

cueil pouvant mettre en œuvre le Service civique. Les structures d'accueil doivent demander un agrément délivré par les pouvoirs publics et qui fait l'objet d'une évaluation et d'un renouvellement périodique.

Les missions locales et les Permanences d'accueil, d'information et d'orientation (PAIO) pour l'accompagnement vers l'emploi des jeunes en difficulté

Une mission locale est un point d'accueil dans une zone de compétence optimale pour les jeunes qui ont besoin d'aide dans leur insertion sociale et professionnelle. Cette structure d'accueil pour les jeunes de 16 à 25 ans est constituée de tous les partenaires concernés par l'insertion sociale et professionnelle des jeunes : collectivités territoriales, services de l'État, partenaires économiques et sociaux, associations. Missions locales et PAIO constituent le réseau d'accueil des jeunes en difficulté.



Mobilité internationale des jeunes

Le Programme européen jeunesse en action (PEJA) s'adresse à tous les jeunes de 13 à 30 ans, sans condition de formation ou de qualification. Il permet d'acquérir des compétences reconnues par un certificat individuel de participation (« Youthpass »).

Toutes les activités doivent se dérouler en dehors du cadre scolaire ou universitaire, de la formation professionnelle ou du monde du travail. Les principaux objectifs du PEJA sont :

- promouvoir la citoyenneté des jeunes et en particulier leur citoyenneté européenne
- développer la solidarité et la tolérance chez les jeunes en vue de renforcer la cohésion sociale au sein de l'Union Européenne
- favoriser la coopération européenne dans le domaine de la jeunesse

L'agence française du programme (AFPEJA) est responsable du cycle de vie complet des projets sélectionnés, depuis l'analyse de la demande de subventions jusqu'à la surveillance des projets sur place.

Un réseau de correspondants régionaux est mis en place au sein des DRJSCS.

Pour en savoir plus : <http://www.jeunesseenaction.fr>

Les accueils de loisirs et accueils de jeunes

Les données proposées cette année ont été estimées à partir des adresses des différents lieux d'accueils recensés. Pour chacun de ces lieux d'accueils, le nombre de places ouvertes a été estimé, pour chaque tranche d'âge, en ne conservant que l'effectif maximal déclaré pour une période d'activité donnée. Auparavant, les données proposées étaient estimées à partir de l'ensemble des déclarations, sans tenir compte des adresses des lieux d'accueils.

La réglementation ayant évolué récemment (cela concerne les déclarations depuis 2015-2016) avec l'inclusion du mercredi après-midi dans le temps périscolaire lorsque la classe a lieu le mercredi matin, la comparaison des données relatives au temps périscolaire (et au mercredi) entre 2015-2016 et les années précédentes doit être effectuée en tenant compte de cette remarque (rupture de série).

Les accueils collectifs de mineurs avec hébergement

Le ministère en charge de la jeunesse réglemente et contrôle les activités liées aux accueils collectifs de mineurs (ACM), exercées durant les périodes hors scolaires (code de l'action sociale et des familles - articles L.227-1 à L.227-12). À ce titre,

il collecte des informations relatives à l'organisation de ces accueils (nombre de mineurs accueillis, durée des séjours, nombre d'animateurs...).

Les données statistiques présentées dans le tableau ne concernent que les séjours avec hébergement accueillant au moins 7 mineurs. Par ailleurs, il distingue les séjours accessoires (liés aux accueils de loisirs ou de jeunes) des autres types de séjours et ne comptabilise ni les séjours dans une famille, ni les accueils de scoutisme.

Dans le premier cas, il s'agit de séjours organisés dans le cadre habituel des accueils sans hébergement. Les mineurs qui partent en séjours accessoires font partie de ceux qui fréquentent régulièrement l'accueil de loisirs ou de jeunes au cours de l'année. Ces séjours se déroulent en France et à proximité de l'accueil principal (à moins de deux heures de route). La durée de ces séjours ne peut excéder cinq jours.

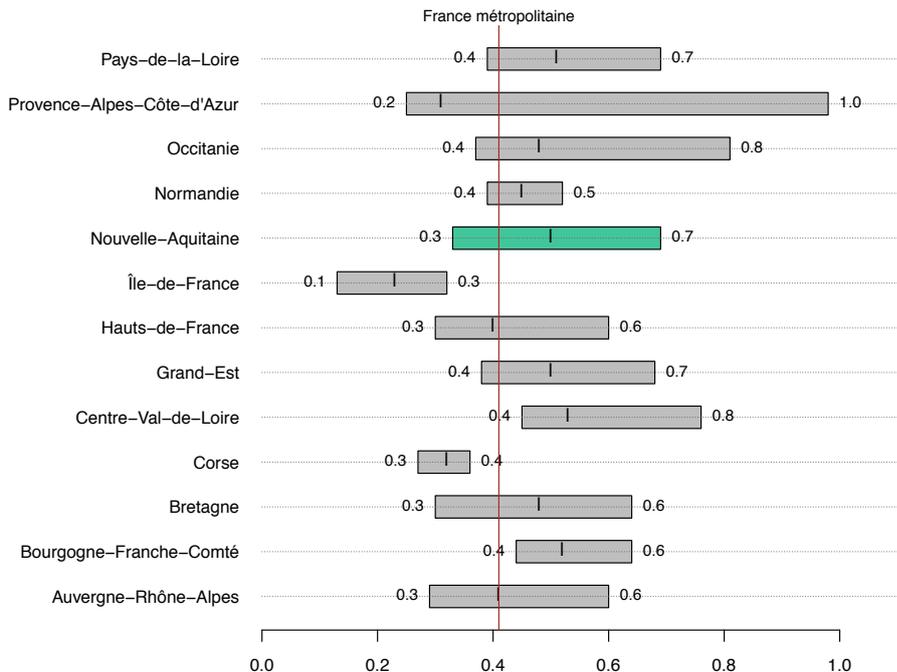
Dans le second cas, les séjours peuvent être liés à une réglementation spécifique (séjours sportifs, linguistiques, artistiques ou culturels, rencontres européennes, chantiers de bénévoles) ou non. La durée de ces séjours n'est pas limitée.

Pour en savoir plus : <http://www.jeunes.gouv.fr>





Taux d'équipement en grands équipements sportifs Proportion hors sports de nature pour 100 habitants France métropolitaine



Source : Répertoire des équipements sportifs, INSEE – Recensement de la population 2014



FÉDÉRATIONS SPORTIVES

Sources : Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports, Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (DJEPVA), MEOS, Direction des Sports

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse
Clubs affiliés à une fédération (données 2015 estimées au 19 juin 2016) *	17 665	1 184	1 586	955	590
Fédérations unisport olympiques	6 995	486	720	346	213
Fédérations unisport non olympiques	4 668	285	430	218	94
Fédérations multisports	6 002	413	436	391	283
Licences sportives délivrées (données 2015 estimées au 6 novembre 2016) *	1 489 677	84 668	142 891	62 631	29 156
Part des licences féminines	30,8%	30,2%	30,9%	30,5%	29,4%
Taux de licences sportives pour 100 habitants	25,4	23,9	22,5	26,1	24,3
Fédérations unisport olympiques	814 999	48 069	81 688	32 321	14 216
Part des licences féminines	30,6%	30,1%	30,8%	30,4%	30,3%
Fédérations unisport non olympiques	213 606	11 077	21 645	8 219	2 778
Part des licences féminines	31,7%	30,6%	31,0%	31,0%	24,9%
Fédérations multisports	461 072	25 522	39 558	22 091	12 162
Dont Fédération Handisport	2 499	124	218	64	18
Dont Fédération du sport adapté	7 689	546	658	456	97
Part des licences féminines	52,2%	52,9%	52,6%	49,8%	52,6%
Encadrement du sport fédéral (données au 1er septembre 2016)					
Nombre de Conseillers techniques affectés dans les services déconcentrés **	116	nd	nd	nd	nd
dont Hommes	97	nd	nd	nd	nd
dont Femmes	19	nd	nd	nd	nd

* Totaux régionaux y compris les non répartis par département / Total France métropolitaine y compris les non répartis par département et par région

** Ensemble des conseillers techniques régionaux et nationaux affectés en région



	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
	1 221	3 755	1 614	1 092	1 867	1 236	1 272	1 293	157 247
	514	1 550	519	414	687	488	558	500	64 131
	314	989	614	310	568	259	303	284	39 884
	393	1 216	481	368	612	489	411	509	53 232
	87 845	381 364	124 693	83 748	182 789	100 984	108 698	100 210	15 160 379
	31,2%	31,2%	30,5%	31,6%	30,1%	31,4%	31,0%	30,4%	30,3%
	21,0	25,0	31,1	25,1	27,4	27,1	25,1	26,7	23,7
	52 259	212 587	62 858	43 909	96 899	54 972	60 414	54 807	8 297 180
	30,6%	30,3%	30,9%	31,1%	31,3%	30,6%	29,8%	30,7%	30,0%
	11 752	52 818	23 882	14 458	31 285	11 004	14 288	10 400	1 952 178
	33,3%	35,1%	29,2%	32,9%	25,6%	35,8%	36,1%	28,5%	31,2%
	23 834	115 959	37 953	25 381	54 605	35 008	33 996	35 003	4 911 021
	150	652	216	47	356	165	260	229	26 565
	834	1 459	883	607	962	254	552	381	44 258
	54,7%	52,0%	54,1%	49,8%	48,8%	53,8%	52,0%	55,3%	49,6%
	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	1 159
	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	928
	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	231



ÉQUIPEMENTS SPORTIFS

Source : Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports, Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative, Direction des Sports, RES

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	
Équipements sportifs hors sports de nature (données au 7 novembre 2016)	29 375	1 604	3 443	1 451	781	
dont terrains de grands jeux (foot, rugby..)	4 923	340	514	247	150	
dont courts de tennis	4 923	353	620	210	84	
dont bassins de natation	747	37	120	46	7	
dont boulodromes	2 725	147	367	223	98	
Taux d'équipement en équipements sportifs (hors sports de nature) *	0,5	0,5	0,5	0,6	0,7	

* Nombre d'équipements sportifs hors sports de nature pour 100 habitants



	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
	2 232	5 078	2 182	1 881	4 603	2 167	2 312	1 641	262 528
	392	883	318	301	548	426	471	333	42 091
	397	1 152	421	293	459	290	380	264	40 097
	80	95	42	66	98	59	64	33	6 211
	235	299	174	209	363	290	189	131	28 454
	0,5	0,3	0,5	0,6	0,7	0,6	0,5	0,4	0,4



SPORTS DE HAUT NIVEAU ET PÔLES SPORTIFS

Source : Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports, Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative, Direction des Sports, Base de données des sportifs de haut niveau

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	
Sportifs de haut niveau (données au 9 novembre 2016) *	621	22	69	15	7	
dont sportifs en catégorie Élite	55	2	9	0	0	
dont sportifs en catégorie Senior	234	12	22	4	2	
dont sportifs en catégorie Jeune	326	7	37	11	5	
sont sportifs en catégorie Reconversion	6	1	1	0	0	
Sportifs en catégorie Espoir	741	36	88	42	8	
Sportifs en catégorie Partenaires d'entraînement	57	0	6	0	0	
Pôles sportifs labellisés et structures associées (au 15 novembre 2016)	49	1	2	1	1	
Nombre de pôles France	7	0	1	0	0	
Nombre de pôles France Jeune	8	0	0	0	0	
Nombre de structures associées	2	0	0	0	0	
Nombre de pôles espoirs	32	1	1	1	1	

* Un sportif est de haut niveau s'il est inscrit sur l'une des 4 listes suivantes : élite, seniors, jeunes ou reconversion



	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
	26	197	43	20	165	9	25	23	5 971
	3	13	2	2	16	4	2	2	734
	13	76	14	5	69	1	10	6	2 108
	10	107	27	13	78	4	13	14	2 980
	0	1	0	0	2	0	0	1	149
	38	180	45	27	140	26	53	58	6 926
	1	18	6	3	12	2	6	3	298
	1	19	2	0	6	1	9	6	473
	0	2	0	0	2	0	2	0	96
	0	6	0	0	1	0	1	0	45
	0	0	1	0	1	0	0	0	35
	1	11	1	0	2	1	6	6	297



Notes et définitions :

Pour en savoir plus : <http://www.res.sports.gouv.fr>

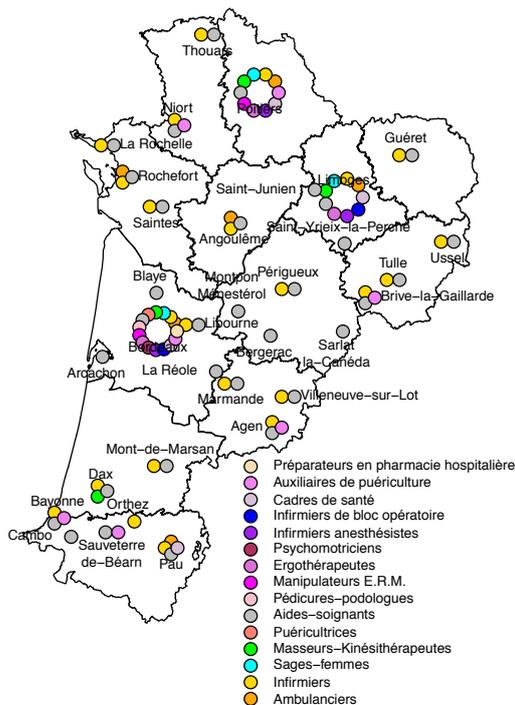


10 DIPLÔMES DÉLIVRÉS EN 2015



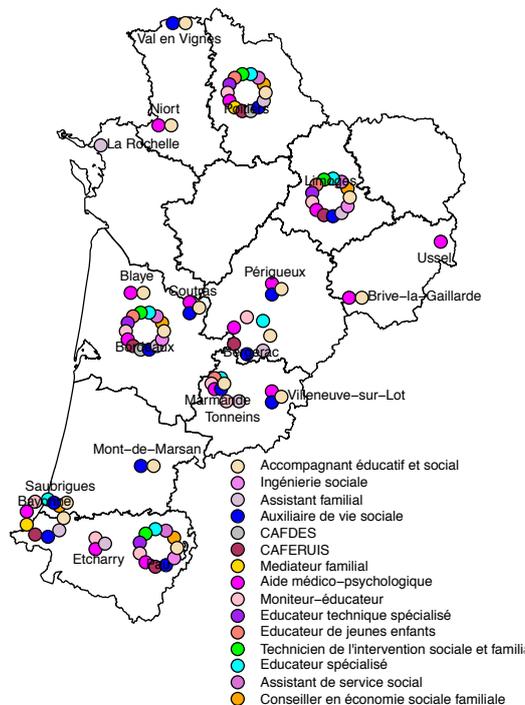


Formations aux carrières sanitaires en Nouvelle-Aquitaine



Source : DRDJSCS Nouvelle-Aquitaine
Cartographie : DR-D-JSCS ALPC et fonds IGN ©

Formations aux carrières sociales en Nouvelle-Aquitaine



Source : DRDJSCS Nouvelle-Aquitaine
Cartographie : DR-D-JSCS ALPC et fonds IGN ©



PROFESSIONS SOCIALES

Sources : DREES - Enquête 2015 auprès des écoles de formation aux métiers de l'action sociale

	Nouvelle-Aquitaine	France métropolitaine
Diplômes de niveau V		
Aides médico-psychologiques	768	6 429
Auxiliaires de vie sociale	221	2 856
Assistants familiaux	158	1 558
Diplômes de niveau IV		
Techniciens de l'intervention sociale et familiale	47	375
Moniteurs éducateurs	283	2 622
Diplômes de niveau III		
Assistants de service social	166	2 087
Éducateurs spécialisés	350	4 182
Éducateurs de jeunes enfants	89	1 548
Éducateurs techniques spécialisés	17	212
Conseillers en économie sociale & familiale	117	1 243
Diplômes de niveau II		
Médiateur familial	1	77
Certificat d'aptitude aux fonctions d'encadrement et de responsable d'unité		1 135
Diplômes de niveau I		
Diplôme supérieur en travail social / Ingénierie sociale (DEIS)	0	110
Certificat d'aptitude aux fonctions de directeur d'établissement et de service	14	286



PROFESSIONS DE SANTÉ

Sources : DREES - Enquête 2015 auprès des écoles de formation sanitaires

	Nouvelle-Aquitaine	France métropolitaine
Diplômes de niveau V		
Aides soignants	2 231	22 698
Ambulanciers	302	3 239
Auxiliaires de puériculture	218	4 763
Diplômes de niveau IV		
Préparateur en pharmacie	31	400
Diplômes de niveau III		
Masseurs kinésithérapeutes	236	2 364
Manipulateurs en électroradiologie	70	545
Ergothérapeutes	69	667
Psychomotriciens	60	804
Pédicures-podologues	30	599
Techniciens en analyses biomédicales	0	92
Diplômes de niveau II		
Infirmiers diplômés d'État	2 334	25 427
Sages femmes	68	829
Diplômes délivrés dans les formations complémentaires		
Infirmiers de bloc opératoire	27	267
Infirmiers anesthésistes	43	487
Puéricultrices		1 035
Cadres de santé		1 490



ANIMATION SOCIOCULTURELLE ET MÉTIERS DU SPORT

Sources : Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (DUT et STAPS), Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports, Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (BAFA et BAFD) et Direction des sports (autres diplômes du champ «jeunesse et sports») ; situation au 13 décembre 2016

	Nouvelle-Aquitaine	France métropolitaine
Diplômes non professionnels		
Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur (BAFA)	4 274	51 284
Brevet d'Aptitude aux Fonctions de Directeur (BAFD)	168	1 970
Diplômes de niveau V		
Brevet d'Aptitude Professionnelle d'Assistant Animateur Technicien (BAPAAT)	10	638
Diplômes de niveau IV		
Brevet Professionnel de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et du Sport (BPJEPS)	1 201	11 340
Brevet d'État. Alpinisme, accompagnateur de moyenne montagne	0	212
Diplômes de niveau III		
Diplôme Universitaire de Technologie (DUT) Carrière sociale option Animation sociale et socioculturelle	128	722
Diplôme d'État de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et du Sport (DEJEPS)	319	3 432
Diplôme d'État des Métiers de la Montagne (DEMM) : moniteur national de ski alpin	1	645
Diplômes de niveau II		
Brevet d'État d'Éducateur Sportif (BEES) 2° degré	1	18
Diplôme d'État Supérieur de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et du Sport (DESJEPS)	23	516
Brevet d'État. Alpinisme, guide de haute montagne	0	53
Autres diplômes		
Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives (STAPS)	864	10 482



10 DIPLÔMES DÉLIVRÉS EN 2015



Notes et définitions :

À compter de 2016, le diplôme d'état d'accompagnant éducatif et social (DEAES) fusionne et remplace les deux diplômes d'Aide médico-psychologique (DEAMP) et d'auxiliaire de vie sociale (DEAVS).

Le ministère en charge des affaires sociales met en place des formations et délivre des diplômes d'État de travail social. Tous ces diplômes sont accessibles par validation des acquis de l'expérience (VAE).

Le ministère en charge de la santé met en place des formations et délivre des diplômes d'État aux professions sanitaires. Certains d'entre eux sont accessibles par validation des acquis de l'expérience (VAE).

Le contrôle pédagogique des formations aux professions sociales et de santé ainsi que les modalités d'organisation des examens sont de la compétence de la Direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale qui délivre les diplômes.

Afin de connaître l'évolution de ces formations, d'établir les statistiques annuelles des diplômés, de comptabiliser les étudiants en formation et d'étudier certaines de leurs caractéristiques, deux enquêtes «écoles de formation en travail social» et «écoles de formation aux professions de la santé» sont effectuées chaque année auprès de l'ensemble des établissements de forma-

tion aux professions sociales et des centres de formation aux professions de santé de la région.

Les ministères en charge du sport et de la jeunesse mettent en place des formations et délivrent des diplômes d'État qui couvrent l'ensemble des secteurs de l'animation sportive et socioculturelle. Ces diplômes permettent aux animateurs et aux éducateurs d'exercer leur activité contre rémunération (code du sport - article L212-1) et d'encadrer des jeunes ou des adultes en tant que :

- assistant animateur, avec un BAPAAT, brevet d'aptitude professionnelle d'assistant animateur technicien, diplôme de niveau V
- animateur, avec un BPJEPS socioculturel, brevet professionnel de la jeunesse de l'éducation populaire et du sport, diplôme de niveau IV
- éducateur sportif, avec un BEES I, brevet d'État d'éducateur sport, diplôme de niveau IV, ou un BPJEPS sport
- cadre dans le sport ou le secteur socioculturel, avec un DEJEPS, diplôme d'État de la jeunesse de l'éducation populaire et du sport, diplôme de niveau III, ou un DESJEPS, diplôme d'État supérieur de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport, diplôme de niveau II.

Par ailleurs, deux autres diplômes permettent d'encadrer et d'animer dans les structures d'accueil collectif de mineurs (ACM) en tant que :

- animateur, avec un BAFA, brevet d'aptitude aux fonctions d'animation
- directeur, avec un BAFD, brevet d'aptitude aux fonctions de directeur.

Le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche délivre également des diplômes dans le champ du sport et de l'animation :

- DUT carrières sociales - option animation sociale et socioculturelle, diplôme de niveau III
- STAPS, sciences et techniques des activités physiques et sportives, diplômes de niveau II et I.

Niveaux de formation (nomenclature couramment utilisée dans les milieux de formation et d'enseignement)

- niveau I = niveau bac + 5 et au-delà (master II et doctorat)
- niveau II = niveau bac + 3 (licence) et bac + 4 (master I)
- niveau III = niveau bac + 2 (BTS, Deug, DUT)
- niveau IV = niveau bac
- niveau V = niveau CAP, BEP, brevet des collèges



10 DIPLÔMES DÉLIVRÉS EN 2015

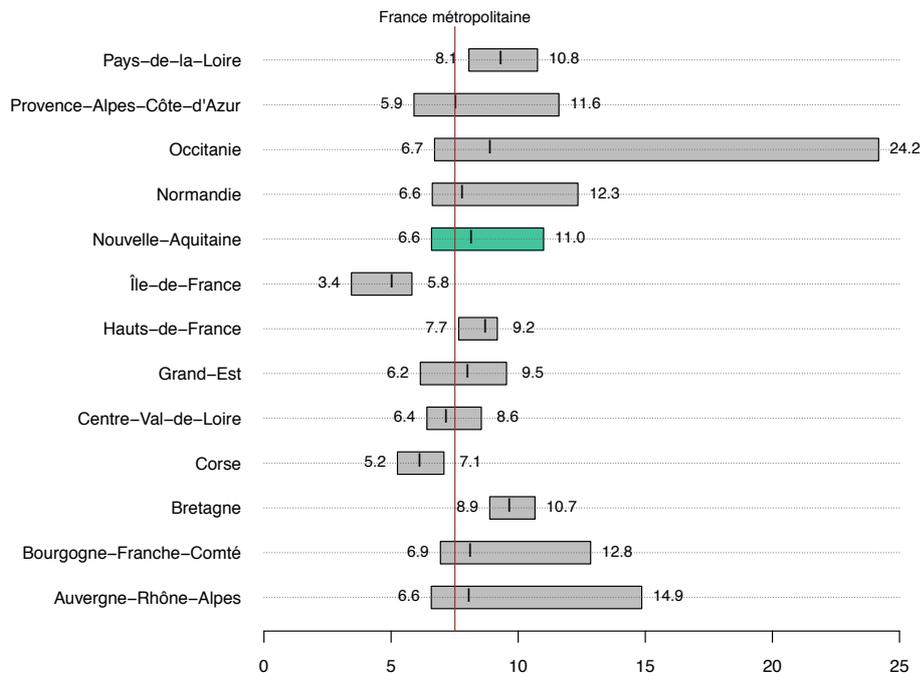
Pour en savoir plus : <http://www.sports.gouv.fr>

<http://aquitaine-limousin-poitou-charentes.drdjscs.gouv.fr>





Proportion de l'emploi associatif dans l'emploi total en ETP France métropolitaine



Source : URSSAF et ACOSS – Base de données Séquoia

Note de lecture :

En Nouvelle-Aquitaine, la part de l'emploi associatif en ETP, dans l'emploi total, varie de 6,6 % à 11 % selon les départements.

La valeur moyenne régionale est de 8,2 %, légèrement plus que le niveau moyen en France métropolitaine qui est de 7,5 %



NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS ET DE SALARIÉS DANS L'EMPLOI ASSOCIATIF

Sources : INSEE - CLAP (associations employeuses), URSSAF et ACOSS - Base de données Séquoia

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	
Nombre d'établissements associatifs employeurs en 2014	17 874	935	1 760	695	427	
dont action sociale	3 286	207	318	149	93	
dont enseignement	1 812	69	148	51	20	
dont santé humaine	323	16	43	20	7	
dont activités sportives, récréatives et de loisirs	4 018	204	414	128	60	
dont arts, spectacles et activités récréatives	2 135	110	202	66	46	
dont autres établissements associatifs	6 300	329	635	281	201	
Nombre de salariés dans les établissements associatifs en 2014	161 251	9 610	15 483	6 960	3 660	
dont action sociale	87 600	5 638	8 606	3 897	2 491	
dont enseignement	24 128	1 208	2 007	935	112	
dont santé humaine	8 663	322	523	643	107	
dont activités sportives, récréatives et de loisirs	8 577	502	840	s	s	
dont arts, spectacles et activités récréatives	3 037	157	366	s	s	
dont autres établissements associatifs	29 827	1 783	3 141	1 485	950	
Part de l'emploi associatif en ETP dans l'emploi total en %	8,2%	8,3%	8,3%	8,8%	11,0%	



11 EMPLOI ASSOCIATIF ET EMPLOI SPORTIF

	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
	1 121	4 390	1 176	1 112	2 391	1 217	1 543	1 107	180 359
	218	788	161	250	465	185	230	222	31 389
	106	471	97	96	368	148	154	84	20 214
	12	68	12	26	46	19	17	37	3 751
	206	1 045	368	226	534	290	342	201	35 621
	118	658	117	100	223	124	218	153	21 782
	461	1 360	421	414	755	451	582	410	67 602
	8 966	42 138	7 866	10 892	23 028	10 685	12 727	9 236	1 799 434
	5 185	22 104	3 513	6 337	12 907	5 342	6 727	4 853	889 483
	1 114	6 236	1 031	1 245	4 506	1 957	2 310	1 467	334 396
	241	3 179	705	474	1 144	498	246	581	128 156
	429	2 701	556	517	1 179	410	621	387	90 552
	146	887	94	148	379	235	269	210	32 071
	1 851	7 031	1 967	2 171	2 913	2 243	2 554	1 738	333 045
	7,4%	7,4%	6,6%	10,2%	9,9%	8,0%	8,3%	7,4%	7,5%



NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS ET DE SALARIÉS DANS L'EMPLOI ASSOCIATIF

Sources : INSEE - CLAP (associations employeuses), URSSAF et ACOSS - Base de données Séquoia

	Nouvelle-Aquitaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	
Postes salariés du secteur privé dans le secteur sportif au 31 décembre 2015 *	11 308	437	928	430	82	
dont gestion d'installations sportives	1 772	44	142	27	7	
dont activités de clubs de sport	7 597	293	663	365	70	
dont activités des centres de culture physique	558	3	47	17	3	
dont autres activités liées au sport	399	33	19	17	1	
dont enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisirs **	982	64	57	4	1	
Salariés dans les principales autres activités associées au sport en 2015 ***	6 901	218	1 731	137	31	
dont construction bateaux de plaisance	1 992	0	1 161	0	0	
dont fabrication de bicyclettes et véhicule pour invalides	21	0	17	0	0	
dont fabrication d'articles de sports	228	18	15	2	0	
dont commerce de détail d'articles de sports en magasins spécialisés	4 271	188	493	135	31	
Téléphériques et remontées mécaniques	198	0	0	0	0	
dont location et location-bail d'articles de loisirs et de sports	191	12	45	0	0	

* Le secteur sportif regroupe les classes suivantes : gestion d'installations sportives (NAF 93.11Z), activités de clubs de sport (NAF 93.12Z), activités des centres de culture physique (NAF 93.13Z), autres activités liées au sport (NAF 93.19Z), enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisir (NAF 85.51Z).

** Non compris les postes d'enseignants d'éducation physique et sportive des établissements scolaires et universitaires, publics ou privés sous contrat

*** Activités économiques concourant essentiellement à la mise à disposition de biens ou de services nécessaires à la pratique du sport.



11 EMPLOI ASSOCIATIF ET EMPLOI SPORTIF

	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	France métropolitaine
	420	4 191	727	538	1 681	570	706	598	122 103
	71	921	112	50	132	39	96	131	19 050
	282	2 578	463	418	1 133	412	557	363	80 455
	18	246	25	37	72	37	18	35	6 144
	5	185	36	6	38	17	16	26	7 980
	44	261	91	27	306	65	19	43	8 474
	216	2 187	465	238	1 046	164	250	218	74 357
	1	768	15	43	4	0	0	0	7 028
	0	4	0	0	0	0	0	0	1 845
	1	6	105	7	43	12	18	1	4 682
	207	1 323	341	175	778	152	231	217	48 314
	0	0	0	0	198	0	0	0	9 978
	7	86	4	13	23	0	1	0	2 510



Notes et définitions :

Pour en savoir plus :

<http://www.injep.fr/article/un-stat-info-sur-le-paysage-associatif-francais-10292.html>

<http://www.injep.fr/veille/paysage-associatif-arret-sur-image-5813.html>





Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale Nouvelle-Aquitaine

DRDJSCS Nouvelle-Aquitaine : Siège
7, boulevard Jacques Chaban-Delmas
33525 Bruges Cedex
Tél - 05 56 69 38 00
Courriel - drjscs33@drjscs.gouv.fr

DRDJSCS Nouvelle-Aquitaine : Antenne de Limoges
26, rue des Combes
CS 73707
87037 LIMOGES
Tél - 05.87.03.11.11

DRDJSCS Nouvelle-Aquitaine : Antenne de Poitiers
4 rue Micheline Ostermeyer
BP 80559
86020 POITIERS CEDEX
Tél - 05 49 42 30 00
Fax - 05 49 88 26 25

Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations de Charente (DDCSPP Charente)

7-9, rue de la Préfecture
CS 22303
16023 ANGOULEME CEDEX
Tél - 05 45 97 61 00
Fax - 05 16 16 62 07
Courriel : ddcsp@charente.gouv.fr

Direction Départementale de la Cohésion Sociale de Charente-Maritime (DDCS Charente-Maritime)

Centre administratif Chasseloup-Laubat
Avenue porte Dauphine
17026 LA ROCHELLE CEDEX 1
Tél - 05 46 35 25 30
Courriel : ddc@charente-maritime.gouv.fr

Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations de Corrèze (DDCSPP Corrèze)

Cité Administrative Jean Montalat
BP 314
19011 TULLE CEDEX
Tél - 05 55 21 80 00
Courriel : ddcsp@correze.gouv.fr

Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations de la Creuse (DDCSPP Creuse)

Pôle Cohésion Sociale :
1 Place Varillas
23000 GUERET
Tél - 08 10 01 23 23
Courriel : ddcsp@creuse.gouv.fr
Pôle Protection des Populations :
Avenue de Stalingrad
23000 GUERET
Tél - 08 10 01 23 23
Courriel : ddcsp@creuse.gouv.fr

Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations de Dordogne (DDCSPP Dordogne)

Cité administrative
Rue du 26ème RI
24024 PERIGUEUX CEDEX
Tél - 05 53 03 65 00
Courriel : ddcsp@dordogne.gouv.fr

Direction Départementale Déléguée de la Gironde (DDD Gironde)

Espace Rodesse
103, bis rue Belleville
CS 61693
33062 BORDEAUX CEDEX
Tél - 05 47 47 47 47
Courriel : ddc33@gironde.gouv.fr

Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations des Landes (DDCSPP Landes)

1 place Saint Louis
BP 371
40012 MONT DE MARSAN
Tél - 05 58 05 76 30
Fax - 05 58 75 78 88
Courriel : ddcsp@landes.gouv.fr

Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations de Lot-et-Garonne (DDCSPP Lot-et-Garonne)

935 avenue de docteur Jean Bru
47916 AGEN CEDEX 9
Tél - 05 53 98 66 66
Fax - 05 53 98 66 05
Courriel : ddcsp@lot-et-garonne.gouv.fr

Direction Départementale de la Cohésion Sociale des Pyrénées-Atlantiques (DDCS Pyrénées-Atlantiques)

Cité administrative
Boulevard Tourasse
64075 PAU CEDEX
Tél - 05 47 41 33 10
Courriel : ddcsp@pyrenees-atlantiques.gouv.fr

Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations des Deux-Sèvres (DDCSPP Deux-Sèvres)

30 rue de l'Hôtel de ville
CS 58434
79024 NIORT CEDEX
Tél - 05 49 17 27 00
Courriel : ddcsp@deux-sevres.gouv.fr

Direction Départementale de la Cohésion Sociale de la Vienne (DDCS Vienne)

4 rue Micheline Ostermeyer
BP 10560
86021 POITIERS
Tél - 05 49 44 83 50
Courriel : ddcsv@vienne.gouv.fr

Direction Départementale de la Cohésion Sociale de Haute-Vienne (DDCS Haute-Vienne)

39 av de la Libération
CS 33918
87000 LIMOGES CEDEX 1
Tél - 05 19 76 12 00
Fax - 05 19 76 12 31
Courriel : ddcsp@haute-vienne.gouv.fr



**Direction régionale et
départementale
de la jeunesse, des sports
et de la cohésion sociale
Nouvelle-Aquitaine**

7 Boulevard Jacques Chaban Delmas,
33525 Bruges cedex
tél. : 05 56 69 38 00
Fax : 05 56 50 02 30
courriel : drjscs33@drjscs.gouv.fr
<http://nouvelle-aquitaine.drdjscs.gouv.fr>

**Directeur de la publication et de la
rédaction :**

Patrick BAHEGNE - Directeur régional
et départemental de la jeunesse, des
sports et de la cohésion sociale -
Nouvelle-Aquitaine

Conception : DREES (tableaux) - MOSTRA
DRDJSCS / Éric AMRANE (Mise en page)

Réalisation / conception graphique :
LUBICOM

Dépot légal : à parution

Cette publication a été réalisée
grâce au financement de la DRDJSCS
Nouvelle-Aquitaine

Tout droit de reproduction réservé
Diffusion gratuite

Panorama Statistique - Édition 2017

Date de parution : Novembre 2017